

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 7 janvier 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°288 ■

Contribution

**Prix taxé
ou prix de
marché ?**

Par Rachid MEKSEN P 5

FINANCEMENT D'ACQUISITION DE VÉHICULES

Des crédits «halal» couvrant jusqu'à 90% du prix de la voiture

Des banques, publiques et privées, opérant dans le domaine de la finance islamique en Algérie se disent fin prêtes pour le lancement des crédits pour l'achat de voitures fabriquées localement, atteignant jusqu'à 90% du prix du véhicule. P 3



RÉGULATION DES PRODUITS DE CONSOMMATION

Le ministre du Commerce annonce des décisions «rigoureuses»

Les consommateurs algériens n'ont eu de cesse de déplorer les fluctuations du marché des produits de consommation, qu'ils soient agricoles ou de large consommation. Avec des prix qui jouent au yoyo, nos compatriotes ont le tournis, et l'impact sur leur bourse s'en ressent. Face à ce dérèglement, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, annonce des décisions «rigoureuses» pour réguler le marché des produits de consommation.

P 2

LOI SUR L'OCTROI DU FONCIER ÉCONOMIQUE

Publication de cinq textes d'application au Journal officiel



Cinq (05) décrets exécutifs, s'inscrivant dans le cadre de la promulgation des textes d'application de la loi n 23-17 du 15 novembre 2023 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement, ont été publiés au journal officiel n 85.

P 3

LE MINISTRE DES FINANCES L'A SOULIGNÉ :

«L'année 2024 sera celle de la poursuite des réformes»

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2024 aux différents départements ministériels. Selon le ministre, l'année 2024 sera celle de la poursuite des réformes dans le cadre du renforcement de la transparence des efforts publics et le renforcement de la gestion basée sur le résultat dans le but de soutenir l'économie nationale.

P 4

LE FNPOS VA DÉBLOQUER
30 MILLIARDS DE DA

**60 000 aides
financières à
l'habitat rural** P 2

PÉTROLE

**Le Brent à plus
de 78 dollars** P 4

ATTRIBUÉ PAR L'IANOR

**La CNR obtient
le label «Qualité
d'accueil»** P 3

SOLIDARITÉ NATIONALE
Impératif appui à l'intégration de la femme rurale dans l'économie nationale

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou a mis en avant, depuis la wilaya d'Illizi, l'impératif appui à l'intégration de la femme rurale dans l'économie nationale par la création de micro-entreprises productives, indique, vendredi, un communiqué du ministère.

Lors de sa visite de travail et d'inspection effectuée, jeudi à la wilaya d'Illizi où elle a visité une exposition de produits d'artisanat, Mme Krikou a précisé que son département ministériel "œuvre, à travers les cellules de proximité de la solidarité réparties sur l'ensemble des wilayas du pays, à sensibiliser les femmes rurales et au foyer à l'importance d'intégrer la vie économique par la création de micro-entreprises productives et génératrices de revenu".

La ministre a insisté sur l'importance de "sensibiliser la femme rurale à se rapprocher des différents fonds de soutien et d'accompagnement, afin de bénéficier des avantages accordés par l'Etat à cette catégorie capable de parvenir à l'autonomie financière et à contribuer au développement de l'économie nationale". Evoquant le rôle important des différentes associations de la société civile dans la réalisation de cet objectif, Mme Krikou a souligné que son département ministériel "continuera de concert avec l'Observatoire national de la société civile (ONSC), de travailler à encadrer les associations actives dans le domaine au niveau national et à les encourager à accompagner les institutions de l'Etat dans la sensibilisation de la femme rurale à l'importance de sa contribution au développement de l'économie locale et, partant, de l'économie nationale".

R E.

RÉGULATION DES PRODUITS DE CONSOMMATION

Le ministre du Commerce annonce des décisions «rigoureuses»

Les consommateurs algériens n'ont eu de cesse de déplorer les fluctuations du marché des produits de consommation, qu'ils soient agricoles ou de large consommation. Avec des prix qui jouent au yoyo, nos compatriotes ont le tournis, et l'impact sur leur bourse s'en ressent. Face à ce dérèglement, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, annonce des décisions «rigoureuses» pour réguler le marché des produits de consommation.

Par Reda Hadi

En visite de travail dans la wilaya de Djelfa, celui-ci affirme que « dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, le Gouvernement a adopté, dernièrement, des décrets exécutifs englobant des décisions rigoureuses pour le contrôle du marché et le renforcement de ses mécanismes d'organisation ».

Sans donner de plus amples précisions, cela dénote que le gouvernement a décidé sur injonction du Président de prendre le taureau par les cornes et d'agir en conséquence. Le ministre a rappelé que ces décisions ont été prises à la suite du « constat de pratiques commerciales immorales », et de « dépassements dans les chaînes de distribution, organisation et fourniture des produits de consommation au citoyen, avec la présence de nombreux intermédiaires ». Des faits ayant nécessité de faire appel « à la force d'application stricte de la Loi ». Le ministre du commerce a cité parmi les décrets exécutifs adoptés par le Gouvernement dans ce sens, le décret exécutif portant sur le plafonnement des marges

bénéficiaires pour les produits de large consommation, dans le cadre des « mécanismes juridiques visant à réguler le marché ». Il a souligné que « la nouvelle orientation en la matière préconise l'implémentation des grandes surfaces commerciales et des producteurs dans l'effort de régulation du marché, et la garantie des besoins des citoyens en différents produits, notamment ceux de large consommation ». Au delà de ce constat, des économistes soulignent que ces efforts tout aussi remarquables, qu'ils soient peuvent être caduques sans une force politique et une volonté remarquable continue et pérenne.

La principale question, affirment ces experts, et la mise en pratique de la traçabilité du produit fini, ainsi qu'une lutte effective contre la spéculation. En la matière, c'est particulièrement les produits agricoles qui sont le plus touchés par ce fléau. Des spécialistes au faite de la question soulignent en ce sens, que la spéculation ne peut s'arrêter à l'aune des saisies (même importantes), mais bien, par un contrôle rigoureux de tout le processus de fabrication des produits manufacturés, produits localement ou importés, tandis que pour les

produits agricoles, éliminer les intermédiaires et faciliter la vente directe, du producteur au consommateur. Et cela, bien entendu, tout en maîtrisant les circuits logistiques. Par ailleurs la maîtrise logistique passe indéniablement par la numérisation de tout système en amont et en aval, surtout dans les marchés de gros, pour permettre une plus grande tracabilité.

Le ministre a annoncé qu'une plateforme numérique, pour la distribution de 12 produits alimentaires avec une liste complète des distributeurs dans toutes les wilayas, est mise en place pour son département. Cette dernière est qualifiée d'outil essentiel pour l'amélioration de la chaîne de la distribution et son développement. « Dans le but de mettre un terme aux pénuries et garantir la disponibilité des produits à travers les quatre coins du pays, cette plateforme a été dotée d'un système de veille informationnelle, permettant de suivre les zones connaissant des problèmes d'approvisionnement », affirme-t-il. L'opération de numérisation du registre de commerce, revêt un caractère particulier pour les pouvoirs publics, et ce d'autant plus que le Président de la République y attache une grande importance.

HYDRA (ALGER)

Relance du projet de réalisation d'un parking à étages

Le projet de réalisation d'un parking à étages dans la commune de Hydra (Alger), à l'arrêt depuis plusieurs années pour raisons techniques, vient d'être relancé, a indiqué jeudi un communiqué des services de la wilaya d'Alger. Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à "doter les communes de la capi-

tale de structures et d'infrastructures à même de régler les problèmes de stationnement", a précisé le communiqué.

Il vise également à "réduire les embouteillages et à éliminer les parkings sauvages dans le cadre du plan de réhabilitation de la capitale, prévoyant la réalisation de projets à même d'améliorer le ni-

veau des services publics et d'assurer des espaces de stationnement accessibles", selon la même source.

Le plan prévoit la réalisation d'un parking à étages, avec une partie réservée aux personnes aux besoins spécifiques et des espaces pour différentes activités commerciales et de services. Lors

d'une visite d'inspection de ce projet, mercredi, le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a insisté sur "la nécessaire finalisation de l'étude relative aux accès du parking dans un délai maximum d'une semaine", appelant à "réserver le dernier étage à la réalisation de structures de services aux citoyens".

LE FNPOS VA DÉBLOQUER 30 MILLIARDS DE DA

60 000 aides financières à l'habitat rural

Le Directeur général du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS), Yacine Tebbal, a annoncé, jeudi, que le Fonds accordera 60 000 aides financières à l'habitat rural d'une enveloppe financière atteignant 30 milliards de DA. Invité de la Radio nationale, M. Tebbal a précisé concernant les conditions exigées pour bénéficier de ces aides, que les revenus du ménage ne doivent pas dépasser six (6) fois le salaire national minimum garanti

(SNMG) et la décision d'attribution de l'aide de la Caisse nationale du logement (CNL) doit être datée après janvier 2016, ajoutant que le bénéficiaire (salarié ou retraité) doit avoir reçu la deuxième tranche de l'aide de la CNL et la construction concernée doit être en cours de réalisation. Cette opération intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et suite à l'annonce, par le Premier ministre, M. Na-

dir Larbaoui, de la relance du programme du FNPOS à travers l'aide estimée à 500.000 DA pour chaque bénéficiaire. La plateforme dédiée aux demandes sera ouverte en deux sessions cette année, la première, lancée le 2 janvier 2024, se poursuivra jusqu'à la fin du mois en cours, selon le responsable, qui a expliqué que "trois à quatre mois après la fermeture de la plateforme, il sera procédé au versement des aides accordées aux bénéficiaires de cette formule de logement ins-

crits, et ce, après l'examen et le traitement de leurs dossiers". La deuxième session interviendra dans le courant de l'année, après l'achèvement de la première session, a ajouté le directeur générale du FNPOS. En outre, et d'après les explications de M. Tebbal, le FNPOS prend en charge des aides couvrant trois formules, à savoir le logement social participatif, le logement rural et le logement promotionnel aidé, à hauteur de 20.000 à 25.000 aides/an.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

FINANCEMENT D'ACQUISITION DE VÉHICULES

Des crédits «halal» couvrant jusqu'à 90% du prix de la voiture

Des banques, publiques et privées, opérant dans le domaine de la finance islamique en Algérie se disent fin prêtes pour le lancement des crédits pour l'achat de voitures fabriquées localement, atteignant jusqu'à 90% du prix du véhicule.

Synthèse Sirine R

Le chef du département finance islamique au Crédit populaire d'Algérie (CPA), Sofiane Mazari, a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette banque publique proposait un financement pour l'acquisition de voitures selon la formule « Mourabaha », où le financement peut atteindre jusqu'à 80% du prix de la voiture, relevant que le produit est disponible à travers les différentes agences du CPA. Il a souligné que la marge de profit sur le financement est fixée à 7,5% par an, en expliquant que la banque n'exigeait pas que le client ait un compte au CPA. Le même responsable a rappelé au passage que seules les voitures fabriquées localement étaient concernées par ces crédits. Dans ce contexte, le responsable a révélé que la banque s'orientait à acquérir un stock de voitures fabriquées localement pour les revendre aux clients. En tant que président du comité de la finance islamique à l'Association des banques et institutions financières (ABEF), M. Mazari a souligné que « les banques actives dans la finance islamique en Algérie, au nombre de 12, sont prêtes à accompagner les clients pour l'achat de voitures », affirmant que « la demande sera élevée et le besoin de financement sera important, en raison de la hausse des prix des voitures ». Dans le même contexte, le directeur de la finance islamique à la Banque Extérieure d'Algérie (BEA), Houssam Akacha, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette banque publique « offrait un financement pour l'achat de voitures via le produit « Mourabaha Automobile », avec un taux de financement atteignant 90%, et une marge bénéficiaire fixe de 7,5% par an, pour une période allant d'un an à cinq ans, avec des conditions

bancaires compétitives ». M. Akacha a également souligné la possibilité, pour les entreprises, de bénéficier du financement de voitures et d'équipements mobiles via le produit « location d'équipements mobiles ». Pour la Banque nationale algérienne (BNA), le taux de financement s'élève à 90% via le service « Murabaha automobile », avec une période de remboursement allant jusqu'à 60 mois, selon Amina Athamnia, chef du département finance islamique à la BNA. Mme Athamnia a souligné que la banque a lancé une nouvelle facilité pour le financement de l'acquisition de voitures, permettant aux clients détenteurs de comptes dans d'autres institutions bancaires et ceux d'Algérie Poste de bénéficier du financement sans avoir besoin d'ouvrir un compte auprès de la BNA. De son côté, la Banque de développement local (BDL) propose la formule de « Mourabaha véhicule », où le guichet islamique de la banque achète la voiture à la demande du client, puis la revend avec un bénéfice (le coût de la voiture plus la marge bénéficiaire de la banque). Le délai de remboursement s'étend jusqu'à 60 mois, a indiqué à l'APS, la directrice de la finance islamique de la banque, Mme Houria Zinat. Elle a précisé que le financement peut atteindre jusqu'à 80% du prix de la voiture, tandis que la marge bénéficiaire de la banque est de 8,5 % (hors taxes). Mme Zinat a également affirmé que la livraison de la voiture au client se fait dans un délai ne dépassant pas 48 heures à partir de la date de signature du contrat de Mourabaha. La directrice de la finance islamique de la Cnep-banque, Yamina Belhassani a révélé le lancement prochain d'un nouveau produit de financement d'acquisition de voitures via la formule Mourabaha dont le taux de financement devrait atteindre 85% du prix du véhicule. Pour ce qui est des conditions d'éligibi-

lité à ce crédit, la responsable a souligné que le potentiel candidat devrait être âgé entre 21 et 70 ans et justifiant d'un revenu mensuel d'au moins 40.000 DA. Elle a souligné que plus le revenu mensuel du client est élevé, plus ses chances d'obtenir un financement plus important augmentent, indiquant que l'étude du dossier de financement se fait dans un délai de 48 heures, tandis que la livraison de la voiture reste – selon elle- « liée à la réactivité de l'usine face à la demande ». Dans le même contexte, le directeur général de la Banque Al Salam, Nasser Haider, a affirmé à l'APS la disposition de la banque à commencer à recevoir des demandes de financement, en attendant la disponibilité des voitures fabriquées localement, soulignant que le taux de financement peut atteindre 80% de la valeur de la voiture, en fonction du revenu mensuel du client. M. Haider a expliqué que la démarche adoptée par l'institution bancaire qu'il représente axe sur l'achat d'un stock de voitures et puis sa revente attestant qu'en cas de surplus, « le client reçoit sa voiture le jour même du dépôt du dossier ». La banque Al Baraka Algérie a lancé, de son côté, un produit pour financer l'achat de voitures pour les particuliers conformément aux principes de la Charia, en attendant la disponibilité des voitures assemblées localement. Ce financement est destiné aux individus ayant un revenu fixe et régulier, jusqu'à 50.000 DA, a déclaré à l'APS le divisionnaire et chargé de la communication à Al Baraka, Karim Saïd. Le même responsable a également détaillé que le financement de l'acquisition du véhicule atteint en moyenne 80% de son prix, en fonction du revenu mensuel du candidat au crédit et du prix du véhicule, alors que la période de remboursement s'étale sur cinq ans.

ATTRIBUÉ PAR L'IANOR

La CNR obtient le label "Qualité d'accueil"

La Caisse nationale des retraites (CNR) a reçu, samedi à Alger, le label "Qualité d'accueil: Fikhidmatikoum", attribué par l'Institut algérien de normalisation (IANOR). La cérémonie de remise du certificat de labellisation s'est déroulée au siège de la CNR, en présence du chef de cabinet du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mokdad Thabet, représentant du ministre Fayçal Bentaleb, et des deux Directeurs généraux (DG) de la CNR et de l'IANOR, respectivement MM. Djaafar Abdelli, et Djamel Hales. Lors de cette rencontre, 18 agences locales de la CNR ont reçu le certificat de labellisation "Qualité d'accueil", au titre de la dernière vague des agences locales à avoir obtenu ledit label en reconnaissance de leur respect des normes prévues dans le référentiel algérien de la qualité d'accueil. Dans une allocution à cette occasion, M. Thabet a affirmé que "la prise en charge des préoccupations du citoyen est au centre des priorités des pouvoirs publics à travers le programme du Gouvernement, et ce dans le cadre de la mise en œuvre des engagements du président de la République". L'attribution du certificat de labellisation "Qualité d'accueil" aux agences de la CNR "s'inscrit dans une démarche de simplification du service public au profit des citoyens en général et des retraités en particulier", a ajouté le chef de cabinet qui a souligné, à ce propos, les efforts du secteur en la matière, notamment à travers la modernisation et la numérisation du service public pour garantir "un service de qualité".

R E.

LOI SUR L'OCTROI DU FONCIER ÉCONOMIQUE

Publication de cinq textes d'application au Journal officiel

Cinq (05) décrets exécutifs, s'inscrivant dans le cadre de la promulgation des textes d'application de la loi n 23-17 du 15 novembre 2023 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement, ont été publiés au journal officiel n 85. Il s'agit du décret exécutif n 23-486 du 28 décembre 2023 fixant la consistance du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement susceptible de concession. Ce texte précise que ce foncier comprend, les terrains relevant du domaine privé de l'Etat disponibles, situés à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques, périmètre des villes nouvelles, des zones industrielles, zones d'activités, parcs technologiques, les autres terrains aménagés, ainsi que les actifs résiduels des entreprises publiques dissoutes et les actifs excédentaires relevant des entreprises publiques économiques. Il explique qu'à travers ses guichets uniques, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) est tenue de mettre en œuvre une banque de données constituée, pour chaque wilaya, à partir d'un inventaire, transmis par les services des domaines et des

informations communiquées par les collectivités locales et les établissements et organismes publics chargés du foncier économique, selon le texte. Par ailleurs, l'AAPI peut exercer au nom de l'Etat conformément à la législation en vigueur, «le droit de préemption sur les biens immobiliers cédés par le bénéficiaire du foncier économique, ainsi que sur tout autre bien immobilier appartenant à une personne physique ou morale de droit privé et susceptibles de recevoir un projet d'investissement, situés à l'intérieur des périmètres et zones aménagés». Le deuxième texte s'agit du décret exécutif n 23-487 du 28 décembre 2023 fixant les conditions et les modalités de concession convertible en cession du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement. En vertu de ce texte, toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, résidente ou non résidente, au sens de la loi relative à l'investissement, porteuse d'un projet d'investissement, peut postuler au bénéfice d'une concession de gré à gré convertible en cession d'un bien immobilier relevant du domaine privé de l'Etat. Le postulant doit introduire via la plateforme numérique de l'investisseur gérée par

l'Agence et le traitement de la demande d'octroi du foncier économique s'effectue, de façon numérique, par le biais de la grille d'évaluation des projets. Sur la base de la décision d'octroi de la concession, l'investisseur bénéficiaire est invité par le guichet unique à souscrire au cahier des charges fixant les clauses et les conditions d'octroi de la concession de gré à gré convertible en cession, conformément au modèle joint à l'annexe du texte. Le troisième texte d'application s'agit du décret exécutif n 23-488 du 28 décembre 2023 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale du foncier industriel. Placée sous la tutelle du ministre chargé de l'industrie, elle a pour missions notamment l'aménagement et le raccordement intérieur en voies et réseaux divers, pour le compte de l'Etat, du foncier industriel relevant du domaine privé de l'Etat, constitué de zones industrielles, de zones d'activités et de parcs technologiques. Il a été publié aussi le décret exécutif n 23-489 du 28 décembre 2023 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale du foncier touristique. Sous la tutelle du ministre chargé du tourisme, l'agence a pour mission notamment l'aménagement et

le raccordement intérieur aux voies et réseaux divers, pour le compte de l'Etat, du foncier touristique relevant du domaine privé de l'Etat situé à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques, destiné à la réalisation de projets d'investissement. Le dernier décret exécutif publié, n 23-490 du 28 décembre 2023, porte sur la création, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale du foncier urbain. Placée sous tutelle du ministre chargé de l'urbanisme, elle a pour mission notamment l'identification, la mobilisation du foncier urbain et son aménagement, conformément aux orientations d'aménagement du territoire et des instruments d'aménagement et d'urbanisme. L'entrée en vigueur de ces textes permettra de favoriser l'accès au foncier économique destiné à l'investissement et de répondre ainsi aux préoccupations des investisseurs pour la concrétisation de leurs projets d'investissement. Il s'agit également de mettre en œuvre la nouvelle approche économique consacrée par la loi sur l'octroi du foncier économique, visant à accorder la priorité aux véritables investisseurs dans l'accès au foncier économique et à garantir la transparence dans son octroi.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 78 dollars

Les prix du pétrole poursuivaient leur hausse vendredi, poussés par les tensions au Moyen-Orient et les craintes d'une escalade qui pourrait provoquer des ruptures d'approvisionnement, malgré la publication de données pétrolières baissières la veille aux Etats-Unis. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, prenait 0,57%, à 78,03 dollars alors que équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, montait de 0,78%, à 72,75 dollars. Le pétrole est en passe de terminer sa première semaine de l'année en progression, poussé par "les tensions géopolitiques de plus en plus vives qui alimentant les craintes pour l'offre", explique l'analyste Han Tan. "Le marché continue de se concentrer sur la situation au Moyen-Orient et sur les problèmes liés au trafic maritime dans la mer Rouge", précisent-t-on. La veille, les cours du brut avaient momentanément baissé après la publication des données hebdomadaires sur les réserves commerciales de pétrole aux Etats-Unis par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Durant la semaine achevée le 29 décembre, les stocks ont diminué de 5,5 millions de barils, mais ceux d'essence ont gonflé de 10,9 millions de barils. La demande d'essence a quant à elle diminué de 1,2 million de barils par jour à 7,9 millions de barils par jour. Celle de fioul a même reculé davantage. "Bien que l'EIA ait fait état d'une baisse considérable (...) des stocks de pétrole brut", l'augmentation des stocks d'essence a suffi à faire baisser les prix, note encore les analystes. Mais rapidement, "l'attention s'est à nouveau portée sur les événements au Moyen-Orient", concluent-t-on.

PÊCHE

Accélérer l'application des avantages prévus par la loi de finance

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani a ordonné à Alger, les cadres de son secteur à accélérer l'application des avantages prévus par la loi de finance 2024, a indiqué un communiqué du ministère. Ces instructions ont été données lors d'une réunion de coordination tenue au siège du ministère sous la présidence de M. Badani et dédiée à l'examen des dossiers prioritaires dans la stratégie du secteur pour l'année 2024. Dans ce sillage, le ministre a donné ses instructions à l'effet d'"accélérer la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finance 2024, notamment celles relatives aux avantages financiers et fiscaux destinés aux éleveurs et producteurs de daurade". Il a insisté également sur l'importance d'accélérer l'élaboration de textes réglementaires relatifs à l'importation des navires de pêche en haute mer de moins de cinq ans, et ce en application des dispositions de la nouvelle loi de finance. La construction navale, la sécurité sociale des professionnels de la pêche ont, entre autres, été concernés par les instructions du ministre. Le ministre a écouté un exposé fait par le directeur général de la chambre algérienne de pêche et d'aquaculture sur le taux d'avancement des préparatifs liés au Salon international de la pêche et de l'aquaculture prévu du 08 au 11 février 2024 à Oran sous le haut patronage du Président de la République.

R E.

LE MINISTRE DES FINANCES L'A SOULIGNÉ :

«L'année 2024 sera celle de la poursuite des réformes»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2024 aux différents départements ministériels. Selon le ministre, l'année 2024 sera celle de la poursuite des réformes dans le cadre du renforcement de la transparence des efforts publics et le renforcement de la gestion basée sur le résultat dans le but de soutenir l'économie nationale.

Synthèse Slimane T

«La LF 2024 s'inscrit dans un contexte caractérisé par le retour de la stabilité de la situation économique, résultant de l'amélioration des indicateurs macroéconomiques à travers l'amélioration des recettes d'exportation et la réalisation d'un excédent commercial», a souligné M. Faïd. Cette loi vise à renforcer la base des infrastructures et à accroître le dynamisme du développement social et économique, à préserver le pouvoir d'achat, l'équité sociale et à créer des emplois, a-t-il dit. De plus, la LF 2024 vise à prendre en charge l'impact financier résultant des mesures visant à assurer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau potable pour faire face au problème de la pénurie d'eau, promouvoir les investissements et relancer les projets structurants.

Les dépenses budgétaires s'élèveront en 2024, selon la loi de finances, à 15.292,47 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et à 15.275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement. M. Faïd a également évoqué les nouvelles lois adoptées lors de l'année écoulée, outre l'entrée en vigueur des dispositions de la loi organique 18-15 et la publication de la loi 23-07 relative aux règles de comptabilité publique et de gestion financière. Il a notamment rappelé l'adoption de la loi de la monnaie et du crédit, la loi relative aux règles générales des marchés publics, la loi définissant les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat, en plus de la mise en place d'un cadre juridique visant le soutien aux startups et aux projets innovants des jeunes. En 2023, le ministère des Finances a également mené des actions visant à

vulgariser la culture financière à travers le pays, mais aussi des actions visant la généralisation de la numérisation des administrations sous tutelle ainsi que l'inauguration du centre des données du ministère en décembre dernier, a encore rappelé M. Faïd. Des exposés sur les réformes législatives contenues dans la LF 2024 ont été présentés à cette occasion. La cérémonie de remise des affectations fixées par la loi de finances 2024, dans le cadre d'un budget «basé sur des programmes et sur la performance», s'est déroulée en présence des secrétaires généraux et des ordonnateurs des différents secteurs ministériels et administrations publiques concernées ainsi que des directeurs centraux au ministère, des PDG des établissements publics et de membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation, rappelle-t-on.

RÉDUCTION DES DÉLAIS DE RÉALISATION DES PROJETS DE RAIL

Le groupe GITRAMA propose des ouvrages d'art en acier

Le Groupe d'infrastructures de travaux maritimes GITRAMA compte contribuer à la réduction des délais de réalisation du programme de développement et de modernisation du réseau ferroviaire, a indiqué le Directeur général de l'entreprise, Mahdi Kadèche. Ce groupe spécialisé dans les travaux maritimes «s'est doté récemment d'une société de fabrication de charpentes métalliques et profils reconstitués soudés (PRS), qui devrait gran-

dement contribuer aux projets ferroviaires dans le cadre du riche programme auquel nous ambitionnons de participer», a déclaré à l'APS M. Kadèche, mettant en avant la grande expertise du groupe dans les projets ferroviaires. « Notre ambition est que les ouvrages d'art soient réalisés en acier pour réduire les délais de réalisation, puisque les ouvrages sont réalisés à l'usine dans des délais très courts puis montés sur le chantier», a-t-il dit, expliquant

que la réalisation des ouvrages d'art en acier réduira «de trois fois» les délais de réalisation comparativement aux ouvrages en béton. Et de souligner que cette société, reprise à près sa liquidation judiciaire, s'ajoute à d'autres sociétés du Groupe spécialisées dans les travaux d'ouvrages d'arts, routiers et aéroportuaires. Le programme de développement et de modernisation du réseau ferroviaire, lancé ces dernières années, a permis d'attein-

dre un réseau de 4.722 km, qui devrait passer à 6.500 km à la réception du programme en cours et à 15.000km à l'horizon 2030. Ces dernières années, le groupe GITRAMA a réalisé des projets dans des pays africains, notamment des projets de travaux maritimes en Libye et en Mauritanie, a fait savoir M. Kadèche, évoquant la possibilité d'accéder à de nouveaux marchés en Afrique, en partenariat avec des sociétés turques.

R E.

RÉSEAU FERROVIAIRE

Lancement des premiers essais des wagons sur la ligne Khenchela-Ain Beida

Les premiers essais des wagons sur la ligne ferroviaire reliant les villes de Khenchela et Ain Beida (wilaya d'Oum El Bouaghi), ont été lancés jeudi, indique un communiqué de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF). La réalisation de cette ligne de 51 km "enregistre un avancement important", ce qui a permis d'entamer les premiers essais de mise en circulation des wagons après 18 mois du lancement des travaux", précise le communiqué. L'ANESRIF a indiqué que cette opération s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre du programme complémentaire

de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya de Khenchela et en application des instructions du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base". Selon la même source, de grands efforts ont été déployés par les entreprises nationales chargées de la réalisation de ce "projet stratégique" à travers la mobilisation de toutes les moyens matériels et humains, outre les "renforts importants", d'où la réalisation de ces "des niveaux avancés". Cette ligne figure parmi les projets structurants mixtes sur lesquels l'Etat mise

pour propulser le développement de la région, étant une extension du réseau ferroviaire national, partant d'Annaba vers le sud et jusqu'à l'ouest de l'Algérie, ajoute-t-on de même source. L'ANESRIF a rappelé que cette nouvelle ligne était réalisée par des entreprises publiques sur deux tronçons. Le premier tronçon reliant Ain Beida à Fkirinia, sur une distance de 20 km, est pris en charge par un groupe de quatre entreprises, tandis qu'un autre groupe de cinq entreprises est chargé de la réalisation du deuxième tronçon, reliant Fkirina à Khenchela (31 km).

R E

CONTRIBUTION

Prix taxé ou prix de marché ?

Un fait divers, presque banal, m’a interpellé ces jours ci au point d’avoir livré ma mémoire à un exercice d’introspection sur les tenants et aboutissants des lois et principes de l’économie datant des précurseurs de l’école classique dont David Ricardo demeure l’illustre porte voix. Le fait en question est banal car il s’agit de la simple observation d’interactions entre une décision opposable aux tiers concernés, émanant des autorités (Ministère du commerce) et ses répercussions en bout de chaîne, infléchis par des anticipations, voire des rectifications, qui sont le fait des autres maillons de cette chaîne.

Rachid MEKSEN (*)

Connaissant la sensibilité des questions alimentaires et leur corollaire, les prix fixés et les mouvements spéculatifs qui gravitent autour, nous avons cherché à comprendre à partir d’un cas précis et concret, comment les lois économiques fonctionnent et se perturbent quand l’esprit d’observation s’éclipse devant l’esprit de système. Des quantités importantes de viande dite fraîche sont importées du Brésil, pays continent ayant fait ses preuves en la matière grâce à l’originalité et l’immensité de ses espaces où pâturent les races bovines offrant une qualité de viande supérieure. Les importateurs intéressés se sont vus imposés des clauses administratives, ce qui est normal pour des produits tenant à la santé humaine et animale, mais avec une mention spéciale concernant le prix taxé. Ce dernier impliquerait qu’il soit taxé à 1200 dinars au consommateur. Malgré un lancement entouré de sa communication bien rodée, les premiers couacs n’ont pas tardé à se manifester, laissant apparaître ici des attentes non satisfaites devant les étals des bouchers, ou bien là, des distorsions commerciales plus en amont, où certains opérateurs du commerce extérieur semblent se rebiffer car ne pouvant tenir l’engagement dicté relatif à leur marge serrée, incompatible dit on, avec les frais généraux imputables (transport international et national, dédouanement, chaîne du froid, livrai-

son, stockage approprié, soumission aux multiples contrôles chez les détaillants, pesée finale montrant des pertes dues au déemballage...), soit une série infinie de contraintes qui auraient eu raison des disponibilités déclinées auparavant quant à la bonne volonté des uns et des autres d’observer les règles convenues entre les parties. Sauf communication contraire, on s’entendra à ce que nous avons observé de visu au 1er degré et à ce qui nous a été rapporté par les primo concernés. Réussir à céder le kilogramme de viande est importée au prix de 1200 dinars quel que soit le lieu et sur la durée, semble un pari hasardeux, dans la mesure où le prix se fixe toujours au voisinage du marché avec des fluctuations à la hausse ou à la baisse, en confrontant les lois intangibles et têtes de l’offre et de la demande en dehors desquelles les raretés ou les surabondances prennent le relais au risque de perturber un pan de l’activité ou mener à une crise systémique si son ampleur est démesurée. Si à un moment le prix administré ne peut plus être respecté (ça a été le cas pour l’huile de table ou le sachet de lait à prix soutenu), le produit se raréfie et les spéculateurs, à la marge, profitent de l’aubaine qui leur est livrée sur un plateau. Les principaux bénéficiaires de ces dysfonctionnements sont les spéculateurs qui transforment 1% de tension en 99% de pénurie comme le fait 1 gramme de savon qui devient 1 kg de mousse. Le bon sens commanderait, dans ce

cas, que le prix flottant renoue avec l’équilibre, ou tout au moins évite la tension sur le marché. Si les frais multiples conduisent à déjuger un prix administratif, lui-même pouvant être générateur d’inflation en cas de baisse du prix de certains facteurs, le choix « cornélien » serait entre ce qui est imparfait et ce qui serait pire, en référence à l’adage populaire qui nous rappelle que « le meilleur peut être l’ennemi du bien » car il ne se trouverait que dans l’imaginaire, détruisant un possible pour viser ce qui est aléatoire. En prenant soin d’interroger les consommateurs désabusés devant les valse des produits qui connaissent des tensions dommageables pour leur pouvoir d’achat, ils souhaiteraient bien entendu disposer de ce produit même légèrement majoré par rapport à son prix taxé, plutôt que de se rabattre sur ce produit frappé d’une rente spéculative orchestrée par des groupes malveillants. Si à 1300 dinars/ Kg on peut acquérir le produit, sans rupture d’approvisionnement, sans recourir aux connaissances...etc, la demande et l’offre pourraient ainsi cohabiter pacifiquement, les importateurs couvriraient leurs frais, les bouchers assumeraient leurs marges (un détail à ne pas négliger : la viande fraîche une fois débarassée de son emballage, perd une quantité de son sang, donc de son poids affiché, et c’est là que le boucher pourrait connaître des mésaventures). On voit que le diable se cache partout si l’on fait semblant de ne pas le voir. En optant pour ce moindre mal qu’est

un prix ajusté par rapport à un prix mais administré mais virtuel, on peut réunir les conditions pour que toute la chaîne de l’importateur au consommateur, soit satisfaite plus ou moins équitablement. Les flottements que l’on peut décrier ont toujours la même source, elle procède d’une bonne intention, mais bute sur les énoncés de David Ricardo que l’école des néo classiques a su formaliser par des équations mathématiques que l’on se garderait de railler malgré leur penchant excessif et brutal. Au-delà de ce rappel ayant titillé nos premiers contacts avec la pensée économique, ce décryptage des anomalies fonctionnelles des lois du marché, causées par ce qui peut être assimilé à de la générosité populaire, on a noté favorablement, toute chose étant égale par ailleurs, que le prix libre de la viande locale (pourquoi ne serait elle pas taxée celle là ?) a chuté drastiquement sous l’impact bienfaiteur de son alter égo du Brésil. Toute une faune contreproductive vivant à contre-sens de la transparence, orchestrée par des maquignons et des chevillards, assiste à l’assèchement de sa rente induite. Le maintien durable sur le marché d’un produit témoin, ici la viande importée du Brésil, mettrait les pratiques malsaines en dehors des lois du marché, pour le bien des bourses des consommateurs.

(*) *Économiste, ancien directeur général au ministère de l’industrie*

FAO

Baisse de 13,7% des prix alimentaires mondiaux en 2023

Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont baissé de 13,7% en 2023 par rapport à l’année précédente, avec un repli marqué pour les huiles végétales et les céréales, a indiqué vendredi l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO). L’indice des prix des denrées alimentaires calculé par la FAO, qui suit la variation des cours internationaux d’un panier de produits de base, est en baisse de 15,4% sur l’année pour les céréales, « reflétant des marchés mondiaux bien approvisionnés », contrastant avec la flambée des prix de 2022 liée à la crise en Ukraine. Ce repli est d’autant plus notable pour les céréales, blé et maïs en tête, que l’indice FAO des prix du riz a lui aug-

menté de 21% sur cette période, en grande partie en raison des inquiétudes concernant l’impact potentiel du phénomène climatique El Nino sur la production mondiale et du fait de restrictions à l’exportation imposées par l’Inde. La plus forte baisse vient des huiles végétales, qui chutent de 32,7% en 2023, par rapport à 2022. Un repli qui se poursuit en décembre, « l’huile de soja en particulier étant affectée par un ralentissement de la demande du secteur du biodiesel ainsi que par l’amélioration des conditions météorologiques dans les principales zones de culture du Brésil », précise la FAO. Le sucre est la seule production à échapper au repli général annuel avec 26,7% de hausse. Mais il a finalement lui aussi entamé un reflux: en décem-

bre, l’indice est en baisse de 16,6% par rapport à novembre, atteignant son « niveau le plus bas en neuf mois ». La chute des cours du sucre est « principalement due au rythme soutenu de la production au Brésil, ainsi qu’à la réduction de l’utilisation de la canne à sucre pour la production d’éthanol en Inde », souligne l’organisation onusienne. Par ailleurs, l’Indice FAO des prix de la viande a fléchi de 1,0 pour cent par rapport à novembre, tombant ainsi à un niveau inférieur de 1,8 pour cent à celui de décembre 2022, sous l’effet de la faiblesse persistante de la demande à l’importation de viande de porc en Asie. L’intérêt des acheteurs de la région pour la viande de bovins et la volaille s’est également amoindri,

malgré l’abondance des disponibilités exportables dans les grandes régions de production. En revanche, les prix de la viande d’ovins ont augmenté à l’approche des fêtes de fin d’année. À l’inverse, l’Indice FAO des prix des produits laitiers a progressé de 1,6% par rapport à novembre, mais sa valeur était encore inférieure de 16,1 pour cent à celle de décembre 2022. La progression mensuelle est principalement due à la hausse des cours du beurre et du fromage, qui s’explique par la vigueur des ventes internes en Europe de l’Ouest à l’approche des fêtes de fin d’année. En outre, une forte demande mondiale à l’importation a tiré vers le haut les prix internationaux du lait entier en poudre.

MÉDÉA

Attribution de 3.000 logements et aides à l'autoconstruction

Un quota de trois mille logements publics locatifs et aides à l'habitat rural a été affecté au secteur de l'habitat à Médéa, au titre de l'exercice 2024, dans le cadre du renforcement du parc immobilier et l'accompagnement des besoins locaux en logements, a-t-on appris, jeudi dernier, auprès des services de la wilaya. Il s'agit de 1.000 nouveaux logements publics locatifs (LPL) et de 2.000 aides à l'habitat rural qui viendront s'ajouter aux différents programmes en cours de réalisation ou en phase d'achèvement à travers plusieurs localités, a-t-on fait savoir. Des dispositions ont été prises pour entamer «dans les meilleurs délais» les procédures d'affectation des marchés de réalisation du quota de logements publics locatifs et la levée des éventuelles contraintes qui pourraient entraver le démarrage des travaux de construction, ont précisé les mêmes services. S'agissant de l'habitat rural, des instructions ont été données jeudi dernier par le wali, Djahid Mous, lors d'un conseil de l'exécutif restreint consacré à ce dossier, pour accélérer la distribution des aides octroyées par les pouvoirs publics aux citoyens éligibles à ce type d'aide à l'auto-construction, selon les services de la wilaya. En outre, les services concernés ont été instruits de suivre rigoureusement le dossier des lotissements sociaux aménagés dans de nombreuses localités pour promouvoir l'habitat rural, a-t-on ajouté. A ce propos, le programme global octroyé à la wilaya de Médéa, au titre des exercices 2019 et 2021, porte sur la création et le financement de 2.570 parcelles sociales réparties sur 45 lotissements ventilés à travers 12 communes relevant des daïras de Azziz, Chellalet-El-Adhaoura, Chahbounia et Ain-Boucif et dont plus de 90% de ce quota a été distribué à ce jour aux citoyens, a-t-on rappelé. Il est fait état également de la distribution, au cours des trois dernières années, de près de 29.000 logements et aides à l'auto-construction, dont 14.000 logements publics locatifs (LPL) et 7.000 aides à l'habitat rural.

OUARGLA

Des démarches pour améliorer l'environnement en milieu urbain

La protection de l'environnement en milieu urbain dans la wilaya d'Ouargla constituait, en 2023, une des préoccupations majeures pour les pouvoirs publics qui ont entrepris diverses démarches dans ce cadre.

En effet, l'année 2023 a vu la création d'une nouvelle entreprise baptisée «Ouargla-Net-Com», établissement à caractère industriel et commercial qui constitue l'épine dorsale des efforts de protection de l'environnement dans la région. Acquis important pour consolider les efforts de prise en charge de l'environnement, cette nouvelle entité s'est vu confier plusieurs actions et missions dont la collecte des déchets (diverses natures) et leur transfert au centre d'enfouissement technique de Bemendil (chef-lieu de wilaya), la réalisation et l'entretien du réseau d'éclairage public, l'aménagement des espaces verts et de détente, la création des pépinières et l'organisation des campagnes de boisement. «Ouargla-Net-Com» s'est ainsi lancée, depuis son entrée en service, dans la réalisation d'une série de tâches à travers les communes d'Ouargla et de Rouissat portant éradication des points noirs altérant les bords des routes et rues principales, l'entretien et le curage des réseaux d'assainissement, des conduites et des avaloirs desservant les différents quartiers et

cités, la lutte contre les décharges anarchiques et le relevage des déchets ménagers et inertes, a expliqué le directeur de cette jeune entreprise, Ahmed Yaàkoub. Dans l'optique d'assurer un travail continu et efficace, l'entreprise a mobilisé quatorze camions à bennes-tasseuses. Le parc roulant de cet établissement sera renforcé, au titre du budget de wilaya, de 20 nouveaux camions à bennes-tasseuses en sus de la mise en place des bacs de collecte et ramassage gérés en intégrant l'intelligence artificielle, sans omettre l'acquisition, dans le cadre de l'économie circulaire, d'un appareil de recyclage de déchets. Les démarches allant dans le sens de la protection de l'environnement en milieu urbain dans la commune du chef-lieu de la wilaya ont donné lieu à l'ouverture et l'entretien des rues et ruelles et la réalisation des réseaux d'éclairage public. On cite, entre autres projets concrétisés, l'aménagement et la viabilisation de l'artère El Anssar au quartier de Sokra (commune de Rouissat), susceptible de faciliter l'accès à ce quartier, en plus de la réfection d'autres rues et

ruelles. Viennent se greffer à ces actions d'embellissement la réhabilitation d'un réseau d'assainissement long de 3 km au niveau des quartiers Tolba et El Badr, dans la même commune, en plus des travaux d'aménagement et de réalisation de l'éclairage public à l'entrée du quartier Sid Bensaci (commune d'Ouargla).

Les associations s'impliquent

D'autres actions ont été menées en 2023 et portent sur la réfection du boulevard la République dans sa partie reliant le siège de l'Assemblée populaire de la commune d'Ouargla et la Société algérienne d'assurance, constituant un prolongement des travaux similaires ayant ciblé la place Ex-Galleries, donnant lieu à la réalisation des trottoirs, la mise en place des bancs de repos, outre l'élagage des palmiers, la pose de gazon naturel et la réalisation d'un réseau d'irrigation au système de goutte-à-goutte. Le programme d'embellissement urbain a donné lieu également au lancement de plusieurs actions de boisement des esplanades publiques, entre autres celles joux-

tant l'hôpital de l'amitié algéro-cubain spécialisé en ophtalmologie et son revêtement en pelouse naturelle, ainsi que l'aménagement d'autres aires de détente et espaces au niveau des rues d'El Qods, comme lieu de récréation pour les familles, en plus du rallongement des réseaux d'éclairage utilisant les énergies renouvelables le long des rues de la ville d'Ouargla. Dans le même ordre d'idées, de nombreuses associations et acteurs de la société civile concernés se sont impliqués dans ces actions, dont l'association Takafoul El Akhdar et Ziebak pour l'environnement qui se sont données à des travaux périodiques de préservation de l'environnement et d'ancrage de la culture environnementale en milieu de la société. Pour leur part, des artistes de la région, tous domaines confondus, ne sont pas restés indifférents quant aux actions de protection de l'environnement, dont la réalisation de fresques murales, de reversion des murs et facettes d'enceintes des établissements pédagogiques, culturels et sportifs en plus beaux cadres et tableaux.

CONSTANTINE

Début de remise des cartes numériques aux artisans

La chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Constantine a lancé mercredi la remise des cartes professionnelles numériques aux artisans actifs dans la wilaya dans le cadre du processus de numérisation du secteur du tourisme et de l'artisanat.

Le premières cartes ont été ainsi remises à 12 artisans au cours d'une cérémonie tenue siège de la CAM en présence de représentants des directions du tourisme et de la culture, de la CASNOS et l'antenne locale de l'ANGEM.

Ces cartes sont le premier lot de 90 cartes à distribuer "progressivement", a indiqué à

l'APS le directeur de la CAM, Ali Raïs qui a relevé que la chambre ouvrira ses portes quotidiennement pour la réception des demandes faites par les artisans pour obtenir ces cartes et celles prêtes seront distribués chaque semaine.

L'objectif est d'accélérer la délivrance de ces cartes et de réduire le recours aux documents en papier, selon la même source qui a affirmé que la carte requiert seulement une photo, une qualification, un document sur le local d'activité et la carte d'identité nationale et un temps d'attente ne dépassant pas 6 jours.

Cette transition du papier vers le numé-

rique s'étalera sur trois ans après quoi la carte ancienne ne sera plus valide, a assuré, M. Raïs soulignant que la carte numérique possède un code QR dont la lecture donne accès à toutes les informations sur l'artisan.

Le directeur de la CAM a invité les artisans à se rapprocher de la chambre pour obtenir leurs cartes professionnelles numériques.

La CAM de Constantine recense 20.655 artisans actifs dans les divers métiers artisanaux d'art et de production des matériaux et services, a-t-on noté.

ALGER

Mise en service de la pénétrante desservant la nouvelle ville de Sidi Abdallah

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a présidé, jeudi à Alger, la mise en service de la route expresse reliant la deuxième rocade et la nouvelle ville de Sidi Abdallah sur une distance de 6 km, laquelle constitue une nouvelle pénétrante pour cette ville en vue de décongestionner le trafic routier.

Le ministre a effectué une visite de travail et d'inspection de plusieurs projets du secteur dans la wilaya d'Alger pour s'enquérir de l'état de leur exécution, en compagnie du wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabhi, de la présidente de l'APW, Nadjiba Djilali et de cadres du ministère et de la wilaya.

Dans une déclaration à la presse, M. Rekhroukh a souligné l'importance de cette pénétrante pour "décongestionner le trafic routier observée aux différentes entrées de Sidi Abdallah, en particulier la commune de Rahmania, en ce qu'elle soulagera les usagers de la route dans leurs déplacements entre la capitale et la nouvelle ville".

Ce projet s'inscrit dans le cadre "des 54 engagements du pré-

sident de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment l'engagement 32 visant à régler les problèmes de circulation dans les grandes villes", a précisé le ministre qui a évoqué "le lancement d'autres projets dans les semaines et les mois à venir et la mise en service d'autres".

Cette pénétrante s'inscrit dans le cadre d'un programme de développement visant à aménager et développer le nouveau pôle et à le relier au pôle universitaire. Elle comprend trois ponts d'une longueur de 1.000 mètres, un échangeur sous forme d'une trémie de 120 mètres, trois ouvrages inférieurs et deux ouvrages supérieurs pour décongestionner le trafic de la commune de Rahmania et de la zone industrielle de médicaments, selon les explications de M. Rekhroukh.

Le ministre a, également, inspecté les travaux de l'Ecole supérieure de management des travaux publics (ESMTP), où il a souligné "la nécessité d'accélérer la cadence des travaux et de lancer les programmes de formation à partir du mois de février", mettant en avant le rôle de cette Ecole dans "la formation et le développement des cadres du secteur en vue d'améliorer la qualité de réalisation des projets du bâtiment

et des travaux publics".

Ce projet, lancé en janvier 2019, s'étend sur une superficie de 44.000 m², d'une capacité d'accueil de 350 places pédagogiques, doté d'une bibliothèque, d'une salle de sport et d'une résidence pour étudiants et personnel administratif, selon les explications fournies.

Dans la commune de Staoueli (Alger Ouest), M. Rekhroukh a inspecté les travaux de réalisation des bretelles d'accès à la Zone d'expansion touristique (ZET) de Sidi Fredj et Palm Beach, sur 15 km comprenant plusieurs axes, visant à décongestionner le front de mer et à faciliter le déplacement des citoyens, notamment durant la saison estivale.

Le ministre a, à ce propos, mis en avant "l'impératif de lever tous les obstacles et renforcer les chantiers par tous les moyens matériels et humains", ordonnant de "doubler les heures de travail avec le respect des délais de livraison par l'entreprise de réalisation, à compter de la fin du premier semestre de l'année en cours".

Le mirage de la dédollarisation

En s'interrogeant sur une possible dollarisation du pays, l'Argentine et son nouveau président font figure d'exception, si l'on met à part les cas plus anciens et anecdotiques du Panama ou du Salvador. Car, aujourd'hui, parmi la plupart des pays émergents, l'ambiance vire à la contestation du billet vert et de l'hégémonie des Etats-Unis.

Par **Christian de Boissieu**

Le rejet de la domination américaine prend un tour monétaire avec le thème de la dédollarisation, l'idée que le dollar voit son rôle dans le monde seffriter inéluctablement au profit d'autres monnaies de réserve. Qu'en est-il exactement ? A quoi s'attendre ? A l'aune de tous les indicateurs, qu'il s'agisse de la composition des réserves de change des banques centrales, de la facturation des matières premières et du commerce mondial, des émissions d'obligations, des opérations sur devises... le dollar continue à faire la course en tête, et de loin. Par exemple, à fin juin 2023, il représentait 59 % des réserves de change des banques centrales dans le monde. Sa part diminue, mais lentement : elle était de 71 % en 2000. Si l'on extrapole la tendance observée depuis 2000, cette part serait encore de 54 % en 2035. Avec la même méthode d'extrapolation, la part du yuan dans les réserves de change, aujourd'hui à 2,5 %, ne serait que de 5,7 % en 2035. Des extrapolations qui supposent – hypothèse peu réaliste – une évolution linéaire et qui sous estiment les changements structurels à attendre à un tel horizon. Elles suggèrent quand même la persistance de la hiérarchie monétaire actuelle.

La vocation du yuan

Derrière le dollar, se trouve l'euro, avec une part de 20 % pour le même indicateur. Les autres devises ramassent les miettes. Le yen et la livre sterling sont, l'une et l'autre, autour de 5 %. Ce ne sont plus vraiment des monnaies internatio-

nales. En matière monétaire, à la différence du football, une fois que vous êtes en deuxième division, c'est irréversible. Vous n'avez aucune chance de remonter en première... Quant au yuan chinois, c'est la seule devise qui a vocation à rejoindre le duopole dollar - euro, aujourd'hui fortement asymétrique en faveur du billet vert, pour former dans dix ans une triade monétaire. L'essor du yuan va dépendre en grande part du rythme auquel les autorités chinoises vont rendre leur monnaie pleinement convertible. La Chine retarde les réformes structurelles permettant une telle libéralisation financière, car elle est confrontée à d'autres urgences mais aussi parce qu'elle perçoit les sujétions, et pas seulement les privilèges, découlant d'un rôle monétaire démultiplié. Les sanctions contre la Russie ainsi que l'affirmation des BRICS [Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud] alimentent la contestation du dollar. La tendance à recourir aux monnaies locales se développe dans les accords commerciaux bilatéraux, dans des systèmes de règlements interbancaires et de paiements à l'initiative de la Russie (interdite d'accès au réseau SWIFT), de la Chine... Mais de sérieux « frottements » apparaissent. Ainsi, en décembre 2023, dans les échanges commerciaux entre la Russie et l'Inde, les Russes ont refusé d'être payés en roupies. Ils acceptent le yuan, mais l'Inde résiste à passer par cette devise pour ne pas favoriser l'internationalisation de la monnaie chinoise. Les exemples de ce type risquent de se multiplier. On peut penser que l'extension des BRICS décidée en août dernier n'est qu'une étape dans l'organisation du « Sud global », qu'elle sera suivie d'autres élargissements qui auront pour

conséquence une accélération de l'internationalisation du yuan. Car aucune autre devise des BRICS n'est capable à l'horizon 2035 de rejoindre la première division monétaire. Car, pour le groupe des BRICS élargi, la seule monnaie commune (et pas monnaie unique, car circulant parallèlement aux devises nationales) pourrait être le yuan, avec les résistances que l'on imagine du côté de l'Inde, de la Russie ou de l'Arabie saoudite, nouvelle venue dans le groupe. En pratique, compte tenu des rapports de force et du poids des marchés financiers américains, incomparables par leur profondeur et leur liquidité, les BRICS reviennent souvent in fine au dollar pour déboucler leurs opérations : le billet vert va demeurer pour longtemps la monnaie de dernier ressort, celle qui assure la bonne fin des transactions financières. Dans dix ans, le monde monétaire et financier s'organisera donc autour de la triade dollar-euro-yuan, la devise chinoise prenant des parts aux deux autres monnaies de réserve. Le dollar sera encore probablement dominant pour des raisons économiques, financières, militaires. Le yuan et l'euro se disputeront la deuxième place. Un système moins asymétrique sera-t-il moins instable ? Pas nécessairement. Tout dépendra de notre capacité à accompagner ce lent rééquilibrage du système financier international par une certaine dose de coordination des politiques économiques nationales et par une gouvernance mondiale digne de ce nom. Rien n'est acquis, tout est à construire en la matière.

(*) Professeur émérite à l'université Paris-I et vice-président du Cercle des économistes.

Source : Les Echos

TRUMP-BIDEN

Une année cruciale pour la démocratie américaine et l'ordre mondial

Trump ? Biden ? Ou quelqu'un d'autre ? La course à la présidentielle américaine tiendra l'Amérique et le monde en haleine jusqu'à l'élection du 5 novembre prochain.

Par **Elisa Chelle ***

À la fin de l'année, les Américains élimineront leur « nouveau » président et l'ensemble de leurs députés. Jamais dans l'histoire électorale des États-Unis un scrutin n'aura paru à ce point décisif. Par les enjeux internationaux qu'il soulève et la configuration atypique qu'il présente, ce rendez-vous pourrait marquer une mutation capitale pour la démocratie américaine elle-même.

Un Donald Trump radicalisé

Donald Trump occupe une position inédite : il a échoué à se faire réélire en 2020 mais se relance dans une nouvelle course alors même qu'il est visé par un nombre record de procédures judiciaires. Il vient, d'ailleurs, d'être déclaré inéligible dans le Colorado et dans le Maine pour s'être « livré à une rébellion » lors de l'invasion du Capitole le 6 janvier 2021. Pour l'heure, son sort reste suspendu au recours déposé devant la Cour suprême, qui a refusé de le traiter en urgence. Une façon de rendre plus incertain encore le calendrier judiciaire de l'ancien président, et ce alors que la bataille pour l'investiture débute le 15 janvier par le caucus de l'Iowa. « Si Trump n'était pas candidat, je ne suis pas sûr que je me présenterais » : les mots de Joe Biden sont clairs. Le président sortant se veut le garant de la démocratie américaine. Face à la « menace Trump », Biden se positionne en « président normal ». C'est son principal et pour ainsi dire véritable argument.

[Plus de 85 000 lecteurs font confiance aux newsletters de The Conversation pour mieux comprendre les grands enjeux du monde. Abonnez-vous aujourd'hui] Sans Donald Trump, le Parti démocrate aurait bien plus de mal à fédérer son aile gauche. Face à son prédécesseur, Biden continue d'apparaître comme une alternative préférable. Mais en irait-il autant face à un Ron DeSantis, plus jeune, ou face à une Nikki Haley, femme, plutôt modérée dans le camp républicain et, en outre, issue d'une minorité ethnique ?

« Je ne serai pas un dictateur, sauf le premier jour » : les intentions affichées de Donald Trump font planer une menace grave sur les institutions américaines. De ce fait, le vote s'annonce comme un scrutin doublement contraignant. Trump comme Biden sont deux favoris par défaut. Les Américains devront choisir non pas le meilleur mais le moins pire des candidats. Une confrontation toute négative qui suscite un taux d'insatisfaction record chez les électeurs.

Dans ce contexte, « l'épouvantail Trump » peut se révéler l'arme la plus dissuasive. Habituellement, lorsqu'un président sortant se représente, l'élection prend l'allure d'un référendum pour ou contre lui. En 2024, deux sortants se présenteront. Et le « plébiscite » portera d'abord sur celui qui a déjà perdu en 2020 : c'est la grande nouveauté.

Des favoris par défaut

Lors de cette même élection, Joe Biden avait annoncé ne s'engager que pour un

seul mandat. Malgré son âge avancé, il s'est ravisé suite aux résultats encourageants des midterms et a fait savoir en mai 2023 qu'il serait candidat à sa propre succession. Sa vice-présidente actuelle et colistière pour 2024 Kamala Harris demeure en retrait. Quant aux prétendants déclarés à l'investiture démocrate, faute de notoriété ou d'appui du parti, ils piétinent, que ce soit Marianne Williamson, 71 ans, auteure d'ouvrages de développement personnel, ou Dean Phillips, entrepreneur millionnaire et député du Minnesota. Enfin, Robert F. Kennedy Jr, surtout médiatisé pour son patronyme et ses positions complotistes, a finalement décidé de se présenter en tant qu'Indépendant. Aucun de ces rivaux n'est en mesure d'altérer la prime au sortant dont bénéficie Joe Biden. Sauf incident grave de santé, ce dernier sera le candidat démocrate. Avec un seul défi, mais de taille : tenir physiquement et médiatiquement l'épreuve de la campagne, c'est-à-dire éviter les gaffes et les défaillances lors des nombreux déplacements, interviews ou débats.

Les primaires du Parti républicain sont, elles, plus concurrentielles. Hors Trump, les quatre principaux candidats toujours en lice sont Ron DeSantis, gouverneur de Floride ; Nikki Haley, ancienne ambassadrice aux Nations unies ; Vivek Ramaswamy, jeune entrepreneur pro-Trump ; et Chris Christie, ancien gouverneur du New Jersey. Aucun ne menace réellement Donald Trump. Ce constat déjoue les pronostics car les partisans de l'ex-prési-

dent ont essuyé de sévères défaites aux élections de mi-mandat.

Certes, plusieurs procès devraient s'ouvrir au premier semestre 2024 (Stormy Daniels, documents classifiés, invasion du Capitole), mais nul ne peut en prédire les effets. Ce qui est sûr, c'est que la tentative de l'équipe Trump de mettre en équivalence ses déboires judiciaires avec l'inculpation du fils de Joe Biden pour fraude fiscale n'a pas porté ses fruits, même si une enquête pour destitution a été ouverte à l'encontre du président en exercice.

Donald Trump garde ainsi les plus grandes chances d'être désigné comme candidat républicain. Il bénéficie notamment d'un fort ancrage chez les électeurs les plus riches comme chez les moins éduqués ; or 60 % des électeurs républicains ont un niveau d'éducation inférieur ou égal au bac, contre 30 % chez les Démocrates. Cette position lui assure un net avantage au sein de l'état-major du parti, qui continue de se déchirer sur ses chances de l'emporter en novembre prochain. La popularité de Trump continue de le protéger. Mais avec une fragilité : sa fortune se joue désormais hors des bureaux de vote.

* Université Paris Nanterre – Université Paris Lumières

Source : La Tribune.fr

ÉGYPTE

Le déficit commercial diminue de 16,6 %

Le déficit de la balance commerciale égyptienne a diminué de 16,6 % pour atteindre 3,15 milliards de dollars en octobre 2023, contre 3,78 milliards de dollars le même mois de 2022. L'Agence centrale de mobilisation publique et de statistiques (CAP-MAS) a déclaré dans un communiqué que la valeur des exportations a diminué de 19,2 % sur une base annuelle pour atteindre 3,23 milliards de dollars en octobre 2023. Elle a ajouté que cette baisse était due à une baisse de la valeur des exportations de gaz naturel et liquéfié de 95,8 %, de produits pétroliers de 43,6 % et de plastiques sous leurs formes primaires de 21,4 %. Les importations ont chuté de 18 % à 6,38 milliards de dollars en octobre, contre 7,78 milliards de dollars il y a un an.

Par ailleurs, une enquête économique a montré que l'activité du secteur privé non pétrolier en Égypte s'est contractée en décembre pour le 37ème mois, alors que la faiblesse de la monnaie et les restrictions à l'importation continuent d'entraver les activités commerciales, mais la confiance dans la production future a rebondi après un niveau historiquement bas.

L'indice mondial des directeurs d'achats de Standard & Poor's en Égypte a augmenté à 48,5 contre 48,4 en novembre, mais est resté en dessous du niveau de 50,0, ce qui indique une croissance de l'activité. Le sous-indice de production est tombé à 46,7 contre 47,2, indiquant de la même manière que la hausse des prix a entraîné une baisse de la demande des clients. La confiance des entreprises a de nouveau augmenté en décembre après être tombée en novembre au plus bas niveau depuis le lancement du sous-indice de confiance des entreprises en 2012. Le sous-indice a augmenté à 55,1 contre 50,9 en novembre.

ALORS QUE TÉHÉRAN EXIGE DES PRIX PLUS ÉLEVÉS

Le commerce du pétrole iranien avec la Chine est au point mort

Le commerce pétrolier de la Chine avec l'Iran est au point mort alors que Téhéran retient ses livraisons et exige des prix plus élevés de la part de son principal client, resserrant l'offre à bas prix pour le plus grand importateur de brut, sa raffinerie et ses sources commerciales au monde.

La réduction des exportations de pétrole iranien, qui représente environ 10 % des importations chinoises de brut et a atteint un record en octobre, pourrait soutenir les prix mondiaux et réduire les bénéfices des raffineurs chinois.

Cette décision, qu'un dirigeant de l'industrie a qualifiée de « défaut », pourrait également représenter l'effet inverse de la dérogation américaine d'octobre aux sanctions sur le pétrole vénézuélien, qui a détourné les exportations du producteur sud-américain vers les États-Unis et l'Inde, augmentant les prix pour la Chine alors que les expéditions diminuent.

Au début du mois dernier, les iraniens ont déclaré aux acheteurs chinois qu'ils réduisaient les remises pour les livraisons de décembre et janvier de brut léger iranien entre 5 et 6 dollars le baril en dessous du Brent d'époque, ont déclaré à Reuters cinq négociants qui sont familiers avec les transactions.

Ces accords avaient été conclus en novembre avec des rabais d'environ 10 dollars le baril, ont indiqué les négociants.

"Cela est considéré comme un défaut de paiement important et l'ordre d'augmenter les prix est apparemment venu du siège social de Téhéran, car ils retiennent également l'approvisionnement des intermédiaires", a déclaré un responsable commercial basé en Chine.

Un intermédiaire chinois qui s'approvisionne directement en Iran a déclaré que le producteur de l'OPEP « retenait certaines expéditions », conduisant à une « impasse » entre les acheteurs chinois et les fournisseurs iraniens.

« On ne sait pas exactement comment les choses se termineraient », a déclaré ce dirigeant. "Attendons un peu et voyons si les raffineries sont prêtes à accepter le nouveau prix."

La Chine a économisé des milliards de dollars en achetant du pétrole souvent à prix très réduit auprès des producteurs sanctionnés, l'Iran, le Venezuela et, plus récemment, la Russie - des pays qui fournissent près de 30 % des importations chinoises de brut.

On ne sait pas exactement quelle sera l'ampleur des réductions imposées par l'Iran à la Chine. Au moins un acheteur a accepté des prix plus élevés : un raffineur basé au Shandong a acheté une cargaison à la fin du mois dernier avec des rabais compris entre 5,50 et 6,50 dollars, ont déclaré deux commerçants.

Les remises pourraient encore se réduire, la dernière offre entendue étant de 4,50 dollars, ont indiqué les commerçants. La décote moyenne de l'année dernière pour l'Iranian Light, une qualité clé que la Chine achète avec un rendement élevé en distillats moyens,

était d'environ 13 dollars, selon les commerçants.

« Les acheteurs ont encore du mal à trouver une solution car les nouveaux prix sont trop élevés », a déclaré un acheteur basé au Shandong. "Mais comme ils ont des choix limités et que la partie iranienne est très dure, la marge de négociation sur les prix est difficile et ne favorise pas les acheteurs chinois."

Les petits raffineurs indépendants chinois, appelés « théières », sont devenus les principaux clients de Téhéran depuis qu'ils ont acheté pour la première fois du pétrole iranien fin 2019. Ils ont remplacé les raffineurs publics, qui ont cessé de traiter avec l'Iran par crainte de ne pas enfreindre les sanctions américaines.

Les théières absorbent environ 90 % des exportations totales de pétrole iranien, généralement présenté comme du pétrole originaire de Malaisie ou des Émirats arabes unis, selon des sources commerciales.

Au milieu de la lutte sur les prix, les exportations globales de l'Iran et les importations chinoises en

provenance d'Iran ont chuté.

La Chine a importé environ 1,18 million de barils par jour (b/j) de pétrole iranien le mois dernier, en baisse par rapport aux 1,22 millions de b/j de novembre et 23 % du record de 1,53 million de b/j d'octobre, selon VortexaAnalytics. Cela représente la majeure partie des exportations mondiales de pétrole brut iranien par voie maritime, qu'un autre outil de suivi, Kpler, estime à 1,23 b/j pour décembre, contre 1,52 million de b/j en novembre. Le stockage flottant au large de l'Iran et des eaux voisines a augmenté d'environ 2 millions de barils pour atteindre 15,5 millions de barils au cours de la semaine dernière, selon Kpler.

"Les Iraniens veulent rattraper les prix de l'ESPO (russe). Mais ils ne réalisent pas pleinement que l'ampleur des sanctions contre le pétrole iranien est différente de celle contre le pétrole russe", a déclaré un responsable commercial d'un raffineur indépendant.

Washington a sanctionné plus de 180 personnes et entités liées aux secteurs pétrolier et pétrochimique iraniens depuis 2021, identifiant 40 navires comme propriété bloquée des entités sanctionnées. Les principales restrictions sur le pétrole russe ont été un plafond de prix de 60 dollars le baril imposé en décembre 2022 par les États-Unis et leurs alliés, dans le but de punir Moscou pour son invasion de l'Ukraine. L'Inde, principal acheteur, a généralement payé plus de 60 dollars pour le pétrole russe, atteignant 85,42 dollars en novembre, le montant le plus élevé depuis que le Groupe des Sept puissances industrielles a imposé ce plafond.

FINANCEMENT POUR 2024

L'Arabie Saoudite estime ses besoins à 23 milliards de dollars

L'Arabie saoudite estime ses besoins de financement à environ 86 milliards de riyals (22,93 milliards de dollars) en 2024 dans le cadre d'un plan d'emprunt approuvé par le ministre des Finances Mohamed Al Jadaan, a annoncé le Centre national de gestion de la dette (NDMC).

La NDMC a déclaré que le plan d'emprunt devrait financer le déficit budgétaire et le remboursement des échéances à venir de la dette, ainsi qu'exploiter les marchés de manière opportuniste dans le cadre de la stratégie de gestion du passif du pays, a rapporté Reuters. "En outre, il (le plan d'emprunt) s'engage à tirer parti des opportunités du marché pour mettre en œuvre des activités de financement gouvernementales alternatives qui favorisent la croissance économique, telles que le financement de projets de développement et d'infrastructures."

La dette publique devrait atteindre 1 115 milliards de riyals d'ici fin 2024, soit environ 26 % du PIB, avait précédemment annoncé le gouvernement.

MAURITANIE

Le FMI projette une croissance de 14,3 % en 2025, avec le démarrage du projet gazier GTA

L'accélération prévue de la croissance économique mauritanienne découlera essentiellement de l'entrée en production du gisement gazier Grand Tortue Ahmeyim situé à cheval sur la frontière maritime avec le Sénégal.

Le Fonds monétaire international (FMI) estime que la croissance de l'économie mauritanienne devrait se situer à 5,1 % en 2024 avant d'atteindre 14,3 % en 2025, grâce à l'entrée en production du gisement gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) situé à cheval sur la frontière maritime avec le Sénégal.

« Nous prévoyons que la production au niveau du champ GTA commencera au cours du premier semestre 2024 et que les exportations de

gaz naturel débiteront durant le second semestre. Ce qui contribuera positivement à la croissance du PIB, à partir de 2024 », a déclaré Felix Fischer, le chef de la mission d'experts dépêchée fin octobre 2023 par l'institution financière en Mauritanie.

Fischer a précisé, dans des propos rapportés par Bloomberg, qu'une importante capacité de production de gaz ne sera cependant atteinte qu'en 2025.

« C'est à ce moment-là que l'impact sera le plus important. Nous prévoyons une croissance économique de 14,3 % en 2025, lorsque les exportations de gaz vont représenter 11,6 % du total des exportations du pays », a-t-il indiqué.

Opéré par les sociétés BP et Kosmos Energy, le projet GTA devrait produire 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an durant une première étape. Selon les prévisions de deux compagnies, les volumes de production devraient ensuite atteindre 5 millions de tonnes par an en 2027 et 10 millions de tonnes à partir de 2030.

La Mauritanie devrait également consolider sa position de puissance gazière montante dans les années à venir, grâce à l'exploitation du gisement de Bir Allah. Les réserves de ce champ gazier situé exclusivement dans les eaux territoriales mauritaniennes sont estimées à 80 000 milliards de pieds cubes.

HAUSSE DU CAPITAL SOCIAL DES BANQUES DE L'UMOA

Les investisseurs seront sollicités à hauteur de 850 millions \$

Le doublement du capital minimum requis, annoncé par le conseil des ministres de l'UMOA, concerne 65 banques qui devront lever 472,8 milliards de FCFA supplémentaires. Une situation qui créera des opportunités, mais qui survient dans un environnement aux risques croissants.

Le conseil des ministres de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) du 21 décembre 2023 a décidé de doubler le capital minimum requis pour les banques, le faisant passer de 10 à 20 milliards de FCFA. Cette mesure concerne 65 banques réparties dans les 8 pays de la zone, qui devront lever un total de 472,8 milliards de FCFA (850,8 millions \$) de fonds propres supplémentaires auprès des investisseurs sous différentes formes possibles, y compris des ouvertures et augmentation de capital, des fusions ou des acquisitions et des recours aux réserves ou bénéfices conservés. Le Sénégal arrive en tête avec 13 augmentations de capital à réaliser pour 98,3 milliards. Il est suivi du Togo (9 banques, 83,6 milliards) et de la Côte d'Ivoire (12 banques, 82 milliards), principal

marché du crédit dans la région. Le défi est également de taille au Burkina Faso où 62,4 milliards devront être mobilisés par 10 banques. Cet effort intervient au Burkina Faso alors que des acteurs majeurs du secteur dans ce pays, comme Vista Bank Group et Coris Bank International, sont engagés dans des opérations de rachat de filiales bancaires du continent, y compris celles de Société Générale, ainsi que dans une prise de participation majoritaire dans le groupe Orabank. D'après la Commission Bancaire d'Afrique de l'Ouest, les fonds propres des banques de la zone ont généré un rendement moyen de 16,8% en 2022, en hausse par rapport aux 11,4% de 2020. Sur la base des nouveaux capitaux à lever, il faudrait générer environ 77 milliards de FCFA de bénéfices nets supplémentaires pour com-

mencer à dégager des gains au bout de 6 ans minimum. Compte tenu du contexte économique (inflation à 5%, resserrement monétaire), on peut tabler sur un fléchissement du rendement des fonds propres dans une fourchette de 14 à 15% pour les banques. Et des dividendes annualisés de 8 à 10% pour les investisseurs participant aux augmentations de capital, selon les données de la BRVM. L'impact économique attendu est une amélioration du financement des PME/PMI, avec une probable croissance des encours de crédit de 8 à 12% pour ce segment. À condition bien sûr que les nouveaux capitaux soient alloués au tissu productif et non à d'autres actifs. Plusieurs risques subsistent néanmoins : dégradation de la conjoncture, durcissement monétaire accéléré, ou intensification de la concurrence.

S'y ajoute également des mouvements de contestation de la persistance des accords monétaires hérités de la colonisation française dans certains pays comme le Niger, le Burkina Faso ou le Mali. Les modalités et le calendrier de mise en œuvre du doublement des fonds propres bancaires n'ont pas encore été précisés par la BCEAO. L'opération devrait être assez aisée pour les filiales de grands groupes, plus complexe pour les banques devant chercher des investisseurs. À noter qu'avec 133 banques (dont 22 succursales) pour 128 millions d'habitants en 2022, le marché bancaire de la zone UEMOA reste très saturé en comparaison d'autres marchés africains. Le Kenya par exemple compte 42 banques pour 54 millions d'habitants, le Nigeria, 23 pour 206 millions.

TANZANIE

L'industrie horticole pourrait entamer ses expéditions d'avocats vers la Chine en 2024

L'Asie est la troisième destination pour l'avocat sur le marché international après l'Amérique du Nord et l'Europe. La demande croissante du fruit en Chine, pays le plus peuplé du continent, est une aubaine pour les principaux fournisseurs africains comme la Tanzanie. En Tanzanie, l'industrie horticole espère envoyer ses premières cargaisons d'avocats vers la Chine cette année. Selon les informations relayées par le quotidien local Daily News, l'Administration générale des douanes chinoises (GACC) a choisi trois exploitations agricoles spécialisées dans la production du fruit pour une inspection vidéo au cours de la nou-

velle saison de récolte qui s'ouvre en mars prochain. Il s'agit des fermes agricoles Usa Limited, Rutuba et Africado basées respectivement dans les régions d'Arusha, Iringa et Kilimandjaro. « L'inspection porte sur les processus allant de la récolte dans une ferme au transport vers les entrepôts, les chambres froides et l'emballage en vue de l'expédition », explique Mdili Katemani, responsable de la conformité phytosanitaire et de la facilitation du commerce au ministère de l'Agriculture. « C'est un partenariat gagnant-gagnant pour tout le monde. Les avocats tanzaniens garniront les étagères chinoises, notre économie bénéficiera des devises étrangères et de la création d'emplois, et

les investisseurs gagneront en confiance dans le secteur », a déclaré pour sa part Jacqueline Mkindi, PDG de l'Association horticole tanzanienne (TAHA). Cette procédure si elle est concluante serait une étape importante pour le pays qui cible l'accès au marché chinois dans le cadre de la diversification de ses débouchés d'exportation pour l'avocat. En 2022, l'empire du Milieu a importé pour plus de 112 millions \$ du fruit, soit 3 % de plus que l'enveloppe déboursée un an plus tôt. De son côté, la Tanzanie a été le 4ème exportateur africain d'avocats derrière le Kenya, l'Afrique du Sud et le Maroc avec un stock de plus de 18 000 tonnes du fruit expédié en 2022.

NIGERIA

Afreximbank propose à des négociants de pétrole de participer à un prêt syndiqué de 3 milliards \$ à la NNPC

Alors que plusieurs banques ayant manifesté leur intérêt pour l'opération en août dernier ont tourné casaque, Afreximbank propose aux maisons de négoce un remboursement sous forme de cargaisons physiques de pétrole. La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a proposé à des négociants de pétrole de participer à un prêt syndiqué de 3 milliards de dollars au profit de la compagnie pétrolière pu-

blique nigérienne, après le retrait de plusieurs banques qui devaient prendre part à l'opération, a rapporté Reuters, ce mercredi 27 septembre, citant des sources proches du dossier. Afreximbank a contacté des groupes spécialisés dans le négoce du pétrole au cours des dernières semaines pour leur demander s'ils étaient intéressés par le financement de ce prêt garanti par le brut extrait par la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), ont

précisé ces sources, tout en indiquant que l'institution financière panafricaine travaille actuellement à l'élaboration des conditions qu'elle proposera aux maisons de négoce. « Il y a beaucoup d'intérêt, mais les traders ont besoin de voir les conditions », a déclaré à Reuters l'une de ces sources qui ont préféré garder l'anonymat. Les négociants qui devraient apporter des liquidités seraient remboursés sous forme de cargaisons physiques de pétrole.

Annoncé en août dernier par Afreximbank, le décaissement du prêt à la NNPC a été retardé par le repli de plusieurs banques et investisseurs contactés initialement, en raison de la détérioration des finances publiques du Nigeria. Outre le financement des opérations de la NNPC, ce prêt syndiqué a, en parallèle, une visée monétaire puisqu'il devrait aider le gouvernement nigérian à stabiliser la monnaie locale qui ne cesse de se déprécier par rapport aux

BURKINA FASO

Coris Bank et Sprott

débloquent 100 millions \$ pour la construction de la mine d'or Kiaka

West African Resources a mandaté le burkinabé Coris Bank et le gestionnaire d'actifs canadien Sprott Resource Lending pour mobiliser une facilité de crédit de 265 millions \$ pour la construction de la mine d'or Kiaka. Cette dernière peut livrer plus de 100 tonnes d'or sur 18,5 ans. West African Resources a reçu la première tranche de 100 millions \$ au titre d'une facilité de crédit de 265 millions \$ fournie par le burkinabé Coris Bank et le gestionnaire d'actifs Sprott Resource Lending. C'est l'annonce faite le 2 janvier par la compagnie minière australienne, qui précise que les fonds seront affectés à la construction de la mine d'or Kiaka au Burkina Faso. « Kiaka est un projet de classe mondiale qui aura un impact économique et social important sur les communautés de la région de Manga, tout en contribuant de manière significative au PIB du Burkina Faso. Nous sommes très fiers d'apporter un financement local au projet aurifère de Kiaka », a commenté Idrissa Nassa, président de Coris. Kiaka devrait entrer en production en 2025 et devenir la deuxième mine d'or de West African Resources. Elle devrait livrer annuellement 219 000 onces d'or sur 18,5 ans, soit plus de 100 tonnes sur sa durée de vie.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le rouge après des indicateurs mitigés

Les Bourses mondiales reculent mercredi pour une deuxième séance de suite, avec la pression accrue sur des valeurs du secteur technologique et des prises de bénéfices après une très bonne année 2023.

Les principales Bourses européennes sont reparties à la baisse vendredi, tandis qu'à Wall Street le S&P-500 et le Nasdaq tentaient un rebond en fin de matinée à New York après une série de données mitigées en Europe et aux Etats-Unis, dont le rapport sur l'emploi américain. À Paris, le CAC 40 a fini en repli de 0,40% à 7.420,69 points. Le Footsie britannique a abandonné 0,43% et le Dax allemand a cédé 0,14%. L'indice EuroStoxx 50 a reflué de 0,23%, le FTSEurofirst 300 de 0,2% et le Stoxx 600 de 0,27%. Sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 a perdu 1,62% et le Stoxx 600 0,54%, première perte hebdomadaire en huit semaines, essentiellement sur des prises de bénéfice après le rallye de fin 2023. Au moment de la clôture en Europe, le Standard & Poor's 500 rebondit de 0,086% après trois séances consécutives dans le rouge. Le Nasdaq, soutenu par les grandes capitalisations technolo-

giques comme Amazon (+0,40%) et Nvidia (+2,19%) prend 0,13%. Le Dow Jones recule de 0,23%. Le compartiment de la finance, en hausse de 0,40%, a touché en séance un sommet d'un an et demi. Le S&P-500 et le Nasdaq s'acheminent cependant respectivement vers leur pire performance depuis fin octobre et fin septembre après neuf semaines consécutives dans le vert sur la foi d'une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) cette année. Principal indicateur de la semaine, le rapport du département américain du Travail, qui a fait état de 216.000 créations d'emplois non-agricoles le mois dernier, un rythme supérieur au consensus, n'a pas fourni d'éléments clairs sur le scénario d'une baisse rapide du coût du crédit. Le taux de chômage aux Etats-Unis est resté stable en décembre, à 3,7% (contre un consensus à 3,8%), et la hausse du salaire horaire moyen a affiché la même

progression qu'en novembre (+0,4%), des données mitigées que les investisseurs tentent de digérer dans l'attente la semaine prochaine des chiffres de l'inflation américaine. En Europe, les chiffres de l'inflation ont montré une accélération des prix à 2,9% sur un an le mois dernier après +2,4% en novembre, ce qui pourrait atténuer la pression sur la Banque centrale européenne (BCE) pour qu'elle commence à réduire ses taux d'intérêt.

Valeurs en Europe

Sur le plan sectoriel, l'immobilier (-0,68%) a accusé sa plus forte baisse en une séance depuis six semaines, tandis que le compartiment des banques (+0,72%) a été recherché, touchant un nouveau sommet de près de cinq ans. Les groupes de spiritueux européens ont chuté alors que le ministère chinois du Commerce a annoncé le lancement d'une enquête anticoncurrentielle sur les

eaux-de-vie de vin, comme le cognac, importées de l'Union européenne. Remy Cointreau a décroché de 11,99%, Pernod Ricard de 3,57% et Diageo de 1,54%. Sodexo a pris 0,68% après la publication d'un chiffre d'affaires trimestriel conforme aux attentes. La société de biotechnologie allemande Evotec a rebondi de 2,57% après un plongeon de 18% jeudi à la suite de l'annonce du départ surprise de son président du directoire.

Changes

Le dollar revient d'un sommet de trois semaines, cédant 0,02% face à un panier de devises de référence, des données ISM ayant montré que le secteur des services aux Etats-Unis a considérablement ralenti en décembre, le taux d'emploi y étant tombé à son plus bas niveau depuis près de trois ans et demi. L'euro grappille 0,01% à 1,0944 dollar et la livre sterling prend 0,33% à 1,2721 dollar.

Taux

Le rapport sur l'emploi américain a accéléré le stress dans le compartiment obligataire en Europe où le rendement du Bund allemand à dix ans a grimpé de 9,5 points de base, à 2,211%, pour toucher un sommet depuis le 13 décembre, avant de limiter ses gains en clôture à quatre points, à 2,164%. Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries de même échéance est stable à la clôture des Bourses en Europe, à 4,0211%, mais il a fluctué en séance à un pic de 4,103%. Alors que les investisseurs peinent à interpréter le rapport sur l'emploi américain, les marchés monétaires tablent désormais avec une probabilité de seulement 57% sur une réduction du coût du crédit d'au moins 25 points de base en mars, contre une probabilité de 65% avant la publication de cette statistique.

ALORS QUE DE NOUVELLES DONNÉES RELANCENT LES PARIS SUR UNE BAISSÉ DES TAUX D'INTÉRÊT

Le S&P 500 et le Nasdaq grimpent

Le S&P 500 et le Nasdaq ont augmenté vendredi après que les données du secteur des services indiquant une économie plus faible ont augmenté les paris de réductions plus rapides des taux d'intérêt cette année, quelques heures après que des données robustes sur l'emploi aient réduit les attentes d'un assouplissement rapide. Les valeurs financières et les grandes entreprises technologiques ont représenté la plupart des gains, avec Bank of America BAC.N et JPMorgan Chase JPM.N augmentant entre 0,5% et 2%, tandis qu'Amazon.com AMZN.O, Nvidia NVDA.O et Microsoft MSFT.O ont légèrement augmenté entre 0,7% et 2,7%. Une enquête de l'Institute for Supply Management (ISM) a montré que l'activité du secteur des services, qui représente plus des deux tiers de l'économie, est tombée à 50,6 en décembre, contre 52,7 le mois précédent. Les écono-

mistes interrogés par Reuters avaient prévu 52,6. Le rendement de l'obligation de référence du Trésor américain à 10 ans US10YT=RR, qui reflète les attentes en matière de taux d'intérêt, a enregistré des gains après la publication des données et s'est établi à 3,998%. Les marchés ont d'abord réduit les paris pour une baisse des taux d'intérêt en mars après qu'un rapport du Département du Travail ait montré que les employeurs américains ont embauché plus de travailleurs que prévu en décembre, tout en augmentant les salaires à un rythme soutenu. Selon l'outil FedWatch du CME Group, 71 % des opérateurs estiment désormais qu'il y a au moins 25 points de base de baisse en mars, contre près de 55 % plus tôt dans la journée. "L'emploi est plus faible qu'annoncé si l'on tient compte des révisions", a déclaré Thomas Hayes, président de Great Hill Capital.

"Et les données non manufacturières de l'ISM sont également inférieures aux estimations, ce qui laisse entrevoir des réductions de la Fed plus tôt que tard, et c'est ce que le marché aime. Les valeurs financières SPSY ont mené les gains parmi les 11 secteurs du S&P 500 avec une progression de 0,6%, atteignant un plus haut de plus d'un an et demi. Le S&P 500 .SPX est toujours en voie de réaliser sa pire performance hebdomadaire depuis la fin du mois

d'octobre, les investisseurs ayant encaissé leurs gains après une série de neuf semaines de hausse due aux paris sur l'imminence d'une baisse des taux d'intérêt. Le Nasdaq .IXIC est en passe de réaliser sa pire semaine depuis la fin du mois de septembre, sous l'effet d'une rotation des valeurs technologiques vers des secteurs défensifs tels que les soins de santé, les services financiers et les services publics.

APRÈS DES INDICATEURS CONTRASTÉS

Petite hausse à Wall Street

La Bourse de New York a fini en petite hausse après une séance en dents de scie vendredi, au gré d'indicateurs contrastés sur l'état de l'économie américaine. L'indice Dow Jones a gagné 0,07%, ou 25,77 points, à 37 466,11 points. Le S&P-500, plus large, a pris 0,18% et le Nasdaq Composite 13,77 points (0,09%) à 14 524,07 points. Au cours de la semaine écoulée, le S&P a reculé de 1,52%, le Dow Jones de 0,59% et le Nasdaq de 3,25%. Pour le S&P, il s'agit de sa pire performance hebdomadaire depuis octobre dernier, pour le Nasdaq, depuis septembre dernier. La publication, une heure avant l'ouverture, d'un rap-

port mensuel sur l'emploi attestant d'un nombre important de créations d'emplois en décembre, supérieur aux attentes, a d'abord réduit l'espoir nourri par les investisseurs d'une baisse rapide des taux de la Réserve fédérale. Par la suite, la baisse de l'indice ISM des services, à 50,6 en décembre contre 52,7 en novembre, plutôt de nature à favoriser un assouplissement de la politique monétaire, a limité les pertes des indices, qui ont finalement achevé la séance en territoire légèrement positif. Globalement, la prudence semble prédominer en ce début d'année 2024 après le fort mouvement haussier de la fin d'année dernière, encouragé par la

perspective d'une baisse des taux, et tout ingrédient alimentant l'hypothèse contraire encourage les prises de bénéfice. "Pour l'instant, cela ressemble à une saine correction dans un marché en surachat en fin d'année dernière", a estimé Greg Boutle, directeur de la stratégie actions et dérivés pour les Etats-Unis à BNP Paribas. "En termes de données macroéconomiques, je pense qu'il y en a pour tout le monde", a-t-il ajouté. D'après le baromètre Fed-Watch de CME Group, deux tiers des opérateurs continuent de parier sur une baisse d'au moins 25 points de base des taux de la Fed en mars prochain.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2891	134.3041
1	EUR	EURO		146.9257	146.9555
1	GBP	POUND STERLING		170.3960	170.4799
100	JPY	JAPANESE YEN		93.7380	93.7681
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7791	18.7822
1	CHF	SWISS FRANC		158.3038	158.3962
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.7874	100.8289
1	DKK	DANISH KRONE		19.7000	19.7037
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.1172	13.1220
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0298	13.0370
1	AED	UAE DIRHAM		36.5582	36.5732
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8057	35.8116
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.8546	437.0456
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.1299	43.5634
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5315	13.5330
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.9356	28.0789
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5358	3.5362
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.4303	179.4303

POUR PRÉSIDER LA BEI

L'Union européenne choisit l'Espagnole Nadia Calviño

L'Espagnole Nadia Calvino a été désignée vendredi 8 décembre par les ministres des finances de l'Union européenne pour prendre la présidence de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Cette institution chargée du financement à long terme de l'UE a pris un rôle croissant depuis le début de la guerre en Ukraine. DL'Espagnole Nadia Calvino a été désignée vendredi 8 décembre par les ministres des finances de l'Union européenne pour prendre la présidence de la Banque européenne d'investissement (BEI). Cette institution chargée du financement à long terme de l'UE a pris un rôle croissant depuis le début de la guerre en Ukraine.

Première femme à diriger la BEI

« Nous sommes parvenus à une conclusion et à un consensus autour de la candidature de Nadia Calviño à la présidence de la BEI », a déclaré le ministre belge des finances Vincent Van Peteghem, qui assure la prési-



dence tournante du conseil des gouverneurs de cette institution financière. Il s'est dit « certain » qu'elle

serait « une très bonne présidente », à l'issue d'une réunion à Bruxelles avec ses homologues des Vingt-Sept,

parmi lesquels siégeait Nadia Calviño.

« Je suis reconnaissante et honorée de bénéficier du soutien de mes collègues », a-t-elle déclaré de son côté. Âgée de 55 ans, cette économiste polyglotte – elle parle couramment anglais, français et allemand – sera la première femme à diriger la BEI. Elle s'est imposée face à la commissaire européenne à la concurrence, Margrethe Vestager, qui s'était mise en retrait de ses fonctions en septembre pour mener campagne. L'ancienne ministre danoise de l'économie faisait la course en tête jusqu'à l'annonce de la candidature espagnole en août. Elle a aussitôt annoncé sur X (ex-Twitter) qu'elle allait réintégrer l'exécutif européen, après cet échec.

COURS DE L'OR

De crise en crise, le métal précieux vole de record en record

Le prix de l'or a battu lundi 4 décembre son record historique, à plus de 2 100 dollars l'once, soit plus de 1 900 € pour 31,10 grammes de métal précieux. Depuis les années 1970, le cours du métal précieux varie au gré des tensions géopolitiques et des crises économiques. Porté par la sombre actualité du conflit israélo-palestinien, le prix de l'or bat tous les records. Il a atteint 2 135 dollars l'once (près de 2 000 €) lundi 4 décembre sur les marchés asiatiques. Ce n'est évidemment pas la première fois que l'or s'envole tant son cours est intimement lié, depuis un demi-siècle, aux soubresauts économiques mais aussi aux tensions géopolitiques qui traversent le monde.

La première poussée de fièvre du métal précieux remonte ainsi au milieu des années 1970. Alors que le premier choc pétrolier met à mal les économies

occidentales, l'once (31,10 grammes de métal précieux), qui ne valait guère plus de 35 dollars au début de la décennie, atteint alors brusquement 200 dollars. Au début des années 1980, le second choc pétrolier et l'invasion soviétique en Afghanistan font monter les périls économiques et stratégiques. L'or, de nouveau, s'envole. Il voit son cours atteindre 850 dollars, soit une multiplication par 20 en quelques années seulement.

Cette flambée va « alimenter la légende de l'or "valeur refuge", à tel point qu'il est devenu synonyme de sécurité et aussi de rendement élevé », rappelait en 2020 l'économiste Marc Touati dans le magazine Capital.

Durant la période suivante, du milieu des années 1980 au début des années 2000, le cours de l'or s'assagit, tournant le plus souvent autour de 400 dollars l'once. Mais il

va retrouver des couleurs lors de la crise financière qui débute en 2008. Avec le spectre d'une faillite totale du système bancaire, l'or éblouit de nouveau ceux qui cherchent un placement refuge. Et le cours du métal précieux recommence à s'envoler. Il atteint 700 € l'once en 2009 et culminera vers 1 900 dollars en 2011.

Alors que l'économie stagne, le cours de l'or s'envole

Le système bancaire ayant finalement résisté, l'or perd un peu de son éclat. Jusqu'à ce qu'un virus venu de Chine fasse à nouveau craindre le pire. L'épidémie de Covid-19 puis les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis vont nourrir l'appétit pour le métal précieux. L'once va alors atteindre des prix records de plus de 2 000 dollars en 2020.

AMÉRIQUE LATINE

Avant l'Argentine, trois pays ont déjà opté pour le dollar

Le nouveau président de l'Argentine, Javier Milei, élu dimanche 19 novembre, a promis lors de sa campagne de dollariser l'économie de son pays, en abandonnant le peso argentin au profit du billet vert, connu pour sa stabilité. Une politique déjà appliquée dans trois pays de la région, le Panama, l'Équateur et le Salvador.

Le nouveau président argentin, Javier Milei, élu dimanche 19 novembre, a pour programme économique la dollarisation de l'économie du pays, à savoir le remplacement du peso par la devise américaine. Une mesure qui vise à mettre un coup d'arrêt à la forte inflation des prix dans le pays.

Si le pays contient 20 % des dollars en dehors des États-Unis, d'après un calcul de l'économiste argentin Nicolas Gadano, fondé sur des données de la banque centrale en 2021, la plupart des billets verts dorment sous l'oreiller des Argentins. Ceux-ci se méfient des banques depuis les restrictions mises en place à la suite de la pre-

mière dollarisation de l'économie de 1991 à 2002.

Trois pays d'Amérique latine ont déjà dollarisé leur économie. Le Panama, l'Équateur et le Salvador ont ainsi renoncé à imprimer leur propre monnaie et ont fait du billet vert la monnaie légale utilisable dans toutes les transactions sur leur territoire.

Le Panama : pionnier de la dollarisation

Dès son indépendance, le Panama dollarise son économie. En 1904, il remplace le peso colombien par le balboa, du nom de l'explorateur Vasco Nunez de Balboa, et établit cette devise à parité avec le dollar américain. Ainsi, la banque centrale du Panama n'emet pas de billet. Ce sont les dollars américains qui sont utilisés comme monnaie papier. Toutefois, elle frappe ses propres pièces de 1, 5, 10, 25 et 50 centimes, qui ont mêmes poids, taille et composition que les pièces américaines.

On peut utiliser indifféremment des pièces panaméennes ou des pièces américaines, et les com-

merçants rendent la monnaie avec les deux. Ce système nommé en anglais « currency board » permet à deux monnaies de circuler, avec un taux de change fixe.

Si le Panama a renoncé à sa souveraineté monétaire, la dollarisation a assuré à son économie une stabilité rare dans la région.

L'Équateur : mettre fin à l'inflation

À la suite d'un effondrement généralisé de sa monnaie en 1999, l'Équateur connaît une grave crise économique, marquée par une récession et une aggravation du déficit public et de sa dette extérieure. En 2000, il abandonne le sucre, sa monnaie nationale depuis 179 ans, baptisée en l'honneur du général Antonio José de Sucre, héros de l'indépendance du pays. Il adopte le dollar et établit un taux fixe de 25 000 sucres pour un dollar.

Le pays andin opte pour la stabilité du billet vert afin d'attirer les investissements étrangers et de maîtriser son déficit. La dollarisation permet de freiner une infla-

tion galopante (autour de 100 % en 2000).

Le Salvador : l'intégration dans la mondialisation

Dans la foulée, le Salvador emboîte le pas à l'Équateur et adopte le dollar en 2001. La devise américaine cohabite avec le colon local, au taux fixe de 8,75 colons pour 1 \$.

Bien que connaissant un contexte économique plus favorable, le Salvador choisit de s'intégrer davantage dans la mondialisation et de se rapprocher de l'économie américaine. En parallèle, il baisse ses droits de douane vis-à-vis du Mexique.

Là encore, la dollarisation vise à attirer les investissements étrangers, à juguler l'inflation et à faire baisser les taux d'intérêt, afin d'agir sur le pouvoir d'achat des Salvadoriens. Vingt ans plus tard, l'économie de ce petit pays de 6,2 millions d'habitants demeure stable, mais la dette publique est très importante.

CANADA

Le taux de chômage reste stable à 5,8% en décembre

Le taux de chômage s'est maintenu à 5,8% au Canada en décembre, un taux légèrement inférieur aux attentes des analystes, a annoncé ce vendredi 5 janvier Statistique Canada. « L'emploi est demeuré stable en décembre (+0,0 %), après avoir peu varié en novembre (+0,1 %) et en octobre (+0,1 %) », a indiqué dans un communiqué l'agence fédérale. Le mois dernier, quelque 1,2 million de Canadiens étaient au chômage, « en hausse de 202.000 (+19,3%) » par rapport à il y a un an. Le pays, dont la croissance démographique a « généralement dépassé la croissance de l'emploi » en 2023, a accueilli en décembre 74.000 personnes âgées de 15 ans et plus, selon l'enquête sur la population active.

Une croissance de l'emploi ralentie au second semestre

L'emploi a notamment progressé dans quatre provinces, en particulier en Colombie-Britannique (+18.000), dans l'ouest du pays, tandis qu'il a diminué en Ontario (-48.000), la province la plus peuplée du pays. Il a notamment augmenté dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (+46.000), dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (+16.000), tandis qu'il a surtout diminué dans le commerce de gros et de détail (-21.000) et dans la fabrication (-18.000). « La croissance de l'emploi a considérablement ralenti au cours de la deuxième moitié de l'année », a commenté dans une note Royce Mendes, analyste pour la banque Desjardins, précisant que le taux de chômage en décembre est « un peu inférieur » au consensus des économistes.

Le chômage « a généralement suivi une tendance à la hausse dans tous les principaux groupes démographiques » entre avril et décembre, avec une hausse plus importante chez les 15 à 24 ans, a observé Statistique Canada. Les nouvelles données font mention des centaines de milliers d'employés du secteur public au Québec, notamment les enseignants et les infirmières, qui ont perdu des heures de travail en raison de la grève qu'ils ont menée le mois dernier.

TOUS LES MODÈLES DE TESLA CONCERNÉS

Tesla doit "rappeler" 1,6 million de ses véhicules en Chine

L'Autopilot de Tesla fait une fois encore des siennes. Mais cette fois, cela concerne les véhicules vendus en Chine.

Le numéro 1 mondial des véhicules électriques doit faire face à un problème logiciel qui touche son Autopilot, et doit être corrigé partout dans le monde. Au milieu du mois de décembre dernier, c'était ainsi plus de 2 millions de véhicules vendus aux États-Unis qui avaient dû être mis à jour. Et aujourd'hui, le même défaut doit être supprimé sur une flotte massive de voitures en Chine.

Tous les modèles de Tesla concernés

C'est une alerte du régulateur chinois des marchés, le State Administration for Market Regulations (SAMR), qui a obligé Tesla à lancer une mise à jour. L'autorité a repéré des « risques pour la sécurité » dans le logiciel de conduite assistée, ainsi qu'au niveau du verrouillage des portes. Résultat, Tesla doit effectuer un rappel sur un nombre extrêmement conséquent de

véhicules, à savoir 1,62 million de voitures. Le problème concerne deux lots de Model S, Model X, Model Y et Model 3 produits sur la dernière décennie, entre 2014 et 2023.

Mauvais coup de pub dans un marché important

Évidemment, ces rappels, lorsqu'ils concernent des problèmes logiciels, sont des mises à jour qui s'effectuent à distance. Des contrôles additionnels ainsi que des alertes vont être ajoutés lors de la mise à jour, que les autorités chinoises demandent aux conducteurs de télécharger dès qu'ils l'auront reçue.

Cette annonce n'est pas une bonne nouvelle pour Tesla, pour qui la Chine est un marché extrêmement important, et où il compte la plus grande usine du monde (hors USA), à Shanghai. Car la firme



d'Elon Musk doit de plus en plus faire avec la concurrence du fabricant chinois BYD, dont certains modèles affichent des prix défiant toute concurrence. Elle doit ainsi faire attention à ne pas connaître, un jour,

elle aussi, le destin d'Apple dans le pays, une marque longtemps privilégiée par le consommateur avant de subir cette année une certaine désaffection à l'avantage d'un fabricant local (à savoir Huawei).

POUR BIEN COMMENCER 2024

Enorme baisse de prix pour la Renault Mégane électrique

Renault casse sans surprise les prix de sa Mégane E-Tech dans la foulée des prix du Scénic. La baisse atteint 4500 € sur la plupart des versions. D'aucuns diront qu'il était temps. Ce début d'année 2024 est celui de Renault qui annonce les prix du Scénic et casse ceux de la Mégane E-Tech, jugée trop chère par beaucoup. Renault a donc réagi juste après avoir présenté les tarifs du Scénic, qui poussent logiquement ceux de la Mégane vers le bas. Avec un premier prix à moins de 40 000 € sur le Scénic, la compacte ne pouvait se permettre de rester à 38 000 €. Renault a donc mis à jour le configurateur avec des prix en baisse sur toutes les finitions. La chute est conséquente et devrait permettre à la Mégane de rester compétitive. Mais, curieusement, Renault n'a pas touché à la Zoe qui finira de toute façon sa carrière en 2024 mais qui se retrouve désormais à la hauteur de la Mégane. Autant dire que les ventes de Zoe risquent de sérieusement plonger à l'approche de sa retraite !

Une Mégane à 30 000 €, bonus inclus

Si le gouvernement se décide enfin à publier le décret sur le nouveau montant du bonus, nous aurons donc un premier prix de Mégane E-Tech à 30 000 € en 2024, bonus inclus. Un tarif qui commence à être intéressant surtout face à une MG4 encore intéressante mais moins qu'auparavant, depuis la perte du bonus pour elle qui vient de Chine. Pour les autres finitions, la baisse est encore plus grande : 4500 € de moins ! Cela donne désormais un ticket d'entrée à 38 000 € pour la batterie de 60 kWh, ou 34 000 € bonus inclus. La MG4 est pratiquement battue. Le gouvernement a visé juste en restreignant les conditions d'accès au bonus, qui favorise désormais la production européenne mais surtout... française. Et le groupe Renault semble déjà en sortir grand vainqueur en 2024 avec ses trois produits phares : Mégane, Scénic et R5. Cette fois, les planètes sont alignées pour le losange qui pourrait être compétitif sur les trois segments. Le premier prix de la Mégane est désormais de 30 000 € avec le bonus.

LA SPRING EST DE RETOUR AU CATALOGUE

Dacia ne lui fait pas vraiment de cadeau...

La Dacia Spring est de retour à la commande avec des tarifs en baisse de 2'00 € en moyenne. Mais elle devrait tout de même avoir du mal à rivaliser avec la Citroën e-C3.

La Dacia Spring aura bientôt droit à un restylage qui devrait arriver très prochainement. Mais ne vous attendez pas à une révolution : les moteurs seront les mêmes, et le plus gros du travail sera porté sur le style et l'intérieur. Un petit gain d'autonomie n'est pas à exclure, mais ce devrait être mineur pour garder des prix contenus. En attendant, la marque roumaine relance la petite électrique au catalogue en ce début 2024. Mais derrière ces "commandes" se cachent en réalité des modèles en stock. Signe, probablement, que Dacia est déjà en train de préparer activement le restylage et qu'il est temps d'écouler les dernières Spring actuelles encore en parc. Pour les faire partir plus rapidement, Dacia a décidé de baisser fortement les prix des deux versions de Spring, même s'il ne faut pas s'attendre à des miracles : elle est toujours plus chère qu'au moment de son lancement en 2021 où elle était à un peu plus de 16 000 €. Depuis, Dacia s'est emballé avec une Spring à plus de 20 000 € !

2500 € de moins, mais probablement pas assez

Le marché des véhicules électriques d'occasion s'est fortement étoffé depuis 3 ans et s'il est toujours un peu délicat de comparer du neuf et du VO, il faut bien dire que la Spring a perdu en compétitivité. Pour le budget d'une Spring, vous pouvez repartir avec une Renault Zoe 52 kWh peu kilométrée qui la surpasse dans à peu près tous les domaines. Et puis, il y a cette fameuse Citroën e-C3 qui, elle, va bel et bien bénéficier du bonus. Elle sera à 19 990 € dans sa version de base et même moins que ça quand la petite batterie arrivera un peu plus tard. La Spring n'est donc clairement plus dans le coup, et il fallait réagir.

Peut-être la filiale de Renault a-t-elle été trop timide avec ces refontes de tarifs ? Nous le saurons très vite en analysant les chiffres de ventes de la Spring d'ici la fin du printemps. Mais une chose est sûre, en 2024, le marché du véhicule électrique devrait se métamorphoser avec la possible fin du monopole de Tesla, l'entrée en jeu de nouveaux modèles plus accessibles et un marché de l'occasion qui devrait voir ses stocks grossir encore un peu plus.

VALEO PRÉSENTE INEEZ AIR CHARGING

Une solution de recharge sans fil innovante au CES 2024

Valeo dévoile Ineez Air Charging, une solution de recharge sans fil par induction. Protégée par plus de 25 brevets, cette technologie novatrice utilise une fréquence ultra basse, réduisant le poids de la solution de moitié. Selon l'équipementier, la solution représente une avancée majeure dans le domaine de la recharge électrique.

Dans le cadre du salon de l'innovation américain CES 2024, Valeo a dévoilé une solution révolutionnaire de recharge sans fil par induction pour les véhicules électriques : Ineez Air Charging.

Cette technologie singulière est protégée par plus de 25 brevets, couvrant divers aspects allant du matériel au logiciel, en passant par la mécanique. Ineez Air Charging utilise une fréquence de fonctionnement ultra-basse, environ 3 kHz. Cette approche novatrice permet de réduire considérablement le poids de la solution, atteignant seulement 50 % par rapport aux systèmes concurrents. De plus, elle simplifie



l'électronique, offrant ainsi une solution abordable avec un taux de déperdition inférieur à 10 %.

Compatible avec tous les modèles de voitures (batteries 400-800V), boîtiers muraux et réseaux (1 ou 3 phases) de tous les pays, cette solution offre également la fonctionnalité Vehicle-to-Grid (V2G) pour des solutions de puissance ciblée (7-22 kW).

Ineez Air Charging peut être installée dans divers lieux de charge, qu'ils soient publics (rues, parkings, centres commerciaux) ou privés (domiciles, lieux de travail). Elle peut être connectée à un boîtier mural existant ou directement au réseau, tout en assurant toutes les sécurités nécessaires pour l'utilisateur et le véhicule. Valeo estime que « En anticipant un avenir où les voitures autonomes pourront se recharger automatiquement par induction, Valeo Ineez Air Charging s'inscrit comme une solution avant-gardiste », soulignant ainsi son engagement envers l'innovation et l'adaptabilité aux futurs développements technologiques.

ESPACE

La NASA diffuse les meilleures images de la lune Io

Pour sa 57e orbite autour de Jupiter, la sonde Juno de la NASA s'est approchée une fois de plus de la lune Io, à une distance de seulement 1 500 kilomètres. Les images sont les plus résolues depuis celles prises par la mission Galileo, et les relevés des capteurs infrarouges vont permettre de mieux déchiffrer la lune-volcan.

De tout le Système solaire, Io est l'unique en son genre. Déjà, elle est l'une des plus imposantes, avec 3 650 km de diamètre, et son cœur rocheux en fait la plus dense. Proche satellite naturel de Jupiter, elle est soumise à de titanesques forces de marée, qui génèrent son activité volcanique impressionnante : 400 volcans environ, une surface jeune et couverte de lave, des éjections de matière jusqu'en orbite... Bref, c'est la grosse ambiance Mustafar (même s'il n'y a pas de duels au sabre laser, à priori). Du fait de sa position très proche des nuages de Jupiter, et de l'intense activité magnétique de la géante gazeuse, Io est complexe à observer. Les meilleures images datent de plusieurs survols par la sonde Galileo, au début des années 2000, mais la sonde spatiale Juno rivalise désormais avec cette dernière. Le 30 décembre, Juno passait à 1 500 km de la surface d'Io et de ses volcans. Une opportunité en or pour ses capteurs spécialisés, dont les relevés vont être étudiés par les chercheurs, mais aussi pour le grand public, qui bénéficie des photographies de la petite caméra Junocam.

Une opportunité en or

Les images d'Io sont splendides, et comme elles sont fournies en libre accès par la NASA, il est possible d'admirer différents traitements d'image (la colorisation, la bascule, le mosaïquage peuvent être interprétés différemment) de différents artistes numériques. Une chance et un véritable cadeau pour la communication sur l'exploration spatiale en ce début 2024 ! D'autant plus que le petit appareil photo Junocam doit sa présence à un intense lobbying public : la NASA envisageait au départ que la sonde Juno décolle sans un seul capteur image « classique » à bord !

Entre les clichés de l'atmosphère de Jupiter et celles de ses lunes galiléennes ces dernières années (Io, Europa, Ganymède et Callisto), c'est un régal. Junocam souffre toutefois d'un blindage électronique moindre que les autres instruments, et souffre de quelques ratés ces derniers mois (l'environnement autour de Jupiter est un challenge électromagnétique). Il faut donc en profiter tant que ça dure.



Des survols répétés

Les survols d'Io ont été progressivement de plus en plus proches depuis le printemps dernier, et c'est une excellente opportunité de recherche, pour observer l'évolution de la surface, des volcans et de leurs éruptions sur le moyen terme. Et ce n'est pas terminé ! Le

prochain survol, également à 1 500 km d'altitude, aura lieu le 2 février prochain. Ensuite, Juno s'éloignera de nouveau progressivement de la lune-volcan, jusqu'en septembre 2025. À court de carburant, la sonde (qui est sur place depuis 2016) sera ensuite désintéressée dans une dernière et fatale visite des nuages de Jupiter. D'ici là, profitons de ses photographies.

CONFLIT EN UKRAINE

Le cyber-sabotage de l'opérateur Kyivstar soigneusement planifié



La guerre entre la Russie et l'Ukraine se déroule aussi dans le cyberspace. En décembre dernier, le plus gros opérateur de télécommunication ukrainien, Kyivstar a subi une panne géante. Le fruit d'une opération menée par un groupe russe, Sandworm, qui s'est introduit dans les réseaux de la firme ukrainienne depuis plusieurs mois. L'enquête progresse sur le black-out subi par le plus grand fournisseur de services de télécommunications d'Ukraine, Kyivstar. A la mi-décembre, des pirates russes ont effacé tous les systèmes du cœur de réseau de l'opérateur. Conséquence, les services de téléphonie mobile et Internet sont tombés en panne pour les 25 millions d'abonnés. Le rétablissement a été effectif et complet le 20 décembre. Récemment, Illia Vitiuk, chef du département de cybersécurité du Service de sécurité de l'Ukraine (SSU)

a déclaré à nos confrères de Reuters que les attaquants avaient pénétré dans le réseau de Kyivstar en 2023. « Pour l'instant, nous pouvons affirmer avec certitude qu'ils étaient dans le système au moins depuis mai 2023. Mais je ne peux pas dire depuis quand ils avaient un accès total : probablement au moins depuis novembre, » a-t-il déclaré. Dans un communiqué, il souligne « avoir empêché un certain nombre de tentatives susceptibles de causer encore plus de dommages à l'opérateur ». Et il ajoute : « actuellement, les cyber-spécialistes du SSU analysent les échantillons des malwares utilisés par l'ennemi. L'attaque a été soigneusement préparée pendant de nombreux mois. »

Le groupe russe Sandworm pointé du doigt

Dans le communiqué, le SSU attribue ce cyber-sabotage au groupe

Sandworm. Lié au renseignement militaire russe, il est à l'origine de certaines des cyberattaques les plus destructrices de l'Histoire. Il a notamment déjà frappé l'Ukraine à plusieurs reprises et en particulier son réseau électrique (en 2014 et 2016). Par ailleurs, il était derrière la campagne du malware NotPetya qui a provoqué d'importants dégâts au sein de grandes entreprises (Maersk, Merck, Saint Gobain,...) Dans le cadre de l'attaque contre Kyivstar, la revendication a été faite par le biais du groupe Solntsepek (lié à Sandstorm). Celui-ci a déclaré avoir effacé 10 000 PC et des milliers de serveurs sur le réseau de l'opérateur. « Nous, les hackers de Solntsepek, assumons l'entière responsabilité de la cyberattaque contre Kyivstar. Nous avons détruit 10 000 ordinateurs, plus de 4 000 serveurs, tous les systèmes de stockage cloud et de sauvegarde », a déclaré le groupe dans un message sur Telegram.

Brèves

Perplexity lève 74 M\$

La start-up, spécialisée dans la recherche à base d'IA générative séduit les investisseurs. Elle vient de lever 73,6 millions de dollars en série B. L'opération a été dirigée par Institutional Venture Partners auprès des financeurs existants NEA, l'ancien vice-président de Twitter, Elad Gil et Databricks Ventures. Mais d'autres acteurs ont également participé à ce tour de table comme Nvidia, le CEO de Shopify Tobin Lutke et surtout Jeff Bezos via Bezos Expeditions Fund. Fondée en 2022 par Andy Konwinski, Aravind Srinivas, Denis Yarats, Johnny Ho, la start-up est maintenant valorisée à 520 millions de dollars.

Une version payante de Bard en vue

Google semble travailler sur une version améliorée de Bard appelée "Bard Advanced" qui sera disponible par abonnement payant à Google One. Un développeur nommé Dylan Roussel a partagé cette information sur Twitter. Selon lui, cette version du chatbot sera motorisée par le LLM Gemini Ultra annoncé en décembre dernier. Aujourd'hui, Bard fonctionne avec la déclinaison pro de Gemini. Par ailleurs, le développeur a trouvé dans les prochaines mises à jour, une fonction connue sous le nom de code Motoko qui pourrait permettre aux utilisateurs de créer des bots personnalisés. Une réponse à OpenAI qui prévoit la semaine prochaine de lancer son GPT Store.

La BCE teste la cyber-résilience des banques

L'institution européenne veut connaître les capacités des établissements financiers à faire face à une cyberattaque. Dans ce cadre, la Banque Centrale Européenne va soumettre 109 banques à un exercice visant à évaluer leur réaction à une cyberattaque et leur manière de s'en remettre. Le scénario portera sur une perturbation des activités quotidiennes des banques. Un écho peut-être à l'affaire ICBC en novembre dernier où un ransomware a perturbé les échanges financiers mondiaux.

Mots fléchés

Troublé	↓	Couture	↓	Flagelle	↓	Anonyme	↓	Écrasé	↓	Carnas- sier de rivière	↓	Asticot	↓
Rejet		Maître spirituel		Pronom pour le pote		Bourgeon						Général sudiste	
	→	↓		↓		↓		Pince de jupe		Mousse à Londres	→	↓	
										Mère de baudet			
Os du genou	→						Voyager	→	↓				
Écrin							Entaille						
	→						↓						Assainis- sements
				Base de calculs	↓	Île britan- nique	→						
Ville de fouilles	→		Nourrir bébé	→	↓	Chemins de halage						Aplanir	↓
Pinceau			Indice										
	→		↓				Petit fauve		Affluent du Rhône	→		↓	
								Une île					
Bosquets	→					↓			↓	Sous mi		Argon au labo	→
Petite cale													
	→		Soldat US	→		Passer au four	→		↓			Action de scout	→
			Habitante de Téhéran										
Versant ensol- eillé		Novice	→	↓						Brouillard anglais	→		
		De Copenhague								Bandes de roulement			
	→	↓								↓			
						Sous roumains	→			Envoyés sous plis		Renfort	→
									↓			Coexis- tence	
Arrose Saint-Omer	→		Principe chinois	→			Dépar- tement	→				↓	
Cycle			Article étranger				Après tu						
	→		↓			Manque de ferveur	→	↓					Crue
						Gâteaux							
Accord du Nord	→				Balle gagnante	↓	Pointes de roses		Joua des fers	→			↓
Bavarde									Genre de course			Sculpteur	
	→			Passe à Berne	→	↓	↓		Unités d'induction	→		↓	
				Corps célestes									
Restau- rants	→			↓									
Songe													
	→												
							Besace	→	↓				
							Durillon						
Dans la gamme		Agent de liaison	→		Poisson	→	↓				Entreprise individuelle	→	
		Pièce de charue			Saison						Sur l'enveloppe		Objectif
	→	↓			↓						↓		↓
		Île des rétais	→			Parfumé	→					Antimoine	→
		Coutumes										Introduit la matière	↓
Senti- nelle	→	↓				Fibre textile	→			Habillé	→		
Correc- tion													
	→						Épée	→			Napperon	→	

Plus de 4 milliards de dollars de recette d'exportation de café en 2023

Le Vietnam a exporté 1,61 million de tonnes de café en 2023, générant un revenu record de 4,18 milliards de dollars, ont rapporté samedi les médias locaux, citant l'Office général des statistiques vietnamien. Les recettes des exportations de 2023 ont diminué de 9,6% en volume, mais ont augmenté de 3,1% en valeur par rapport à l'année précédente, a indiqué la même source. Le prix moyen des exportations vietnamiennes de café en 2023 était de 2.604 dollars par tonne, soit une croissance de 14,1% en glissement annuel. Selon l'Association de Café-Cacao du Vietnam, la production de café du pays pour la récolte 2023-2024 baissera entre 1,6 à 1,7 million de tonnes, en-dessous des 1,78 million de tonnes récoltés durant la campagne 2022-2023.

ZONE EURO

L'inflation remonte en décembre à 2,9% sur un an

L'inflation est repartie à la hausse en décembre dans la zone euro, à 2,9% sur un an, après 2,4% en novembre, en raison essentiellement des prix de l'énergie, a annoncé vendredi Eurostat. Le chiffre est conforme aux prévisions des analystes et conforte la Banque centrale européenne (BCE) dans l'idée que le combat n'est pas terminé pour ramener la hausse des prix à la consommation à son objectif de 2%. Le rebond de l'inflation est uniquement lié à un moindre reflux des prix de l'énergie en décembre. Ils ont reculé de 6,7% par rapport au même mois de l'an passé, mais en novembre cette baisse avait atteint 11,5%. La hausse des prix de l'alimentation (y compris alcool et tabac) s'est infléchie, à 6,1% en décembre, après 6,9% le mois précédent. Mais le chiffre le plus scruté par les marchés financiers et la BCE est celui de l'inflation sous-jacente, corrigée des prix très volatils de l'énergie et de l'alimentation. Cet indicateur, jugé plus représentatif, a reculé en décembre à 3,4%, après 3,6% en novembre, en ligne avec les prévisions des analystes, un signal encourageant.

AIR ALGÉRIE

Perturbations dans les vols domestiques en raison des intempéries

Air Algérie a annoncé, samedi dans un communiqué, des perturbations dans le programme des vols domestiques en raison des mauvaises conditions météorologiques. Les perturbations sont dues essentiellement aux mauvaises conditions météorologiques (rafales de vent, pluies, neige), a indiqué Air Algérie, précisant que cette alerte "reste en vigueur jusqu'à l'amélioration des conditions météorologiques". L'Office national de la météorologie avait émis, vendredi, plusieurs bulletins météorologique spéciaux (BMS) placés au niveau de vigilance "Orange". Valides jusqu'à samedi, ces BMS préoyaient des vents forts, en rafales, des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses accompagnées localement de chutes de grêle, ainsi que des chutes de neige sur plusieurs wilayas du pays.

SELON UN RAPPORT DE L'ONU

Ralentissement de la croissance économique mondiale en 2024

La croissance économique mondiale devrait ralentir, passant d'une estimation de 2,7 % en 2023 à 2,4 % en 2024, selon le rapport de l'ONU sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale pour 2024, publié jeudi. L'affaiblissement du commerce mondial, les coûts d'emprunt élevés, la dette publique importante, la faiblesse persistante des investissements et les tensions géopolitiques croissantes mettent en péril la croissance mondiale, indique le rapport. La croissance dans de nombreuses éco-

nomies développées, en particulier aux Etats-Unis, devrait décélérer en 2024 en raison des taux d'intérêt élevés, du ralentissement des dépenses de consommation et de l'affaiblissement des marchés du travail. Les perspectives de croissance à court terme de nombreux pays en développement, en particulier en Asie de l'Est, en Asie occidentale, en Amérique latine et dans les Caraïbes, se détériorent également en raison du resserrement des conditions financières, de la réduction de

l'espace budgétaire et de l'atonie de la demande extérieure. Les économies à faible revenu et vulnérables sont confrontées à des pressions croissantes sur la balance des paiements et à des risques de viabilité de la dette. Les perspectives économiques des petits Etats insulaires en développement, en particulier, seront limitées par le lourd fardeau de la dette, les taux d'intérêt élevés et les vulnérabilités croissantes liées au climat, indique le rapport.

ARGENTINE/FMI

Début des réunions pour une nouvelle restructuration de la dette

Les autorités argentines et le Fonds monétaire international (FMI) ont entamé, vendredi à Buenos Aires, un marathon de réunions, qui devraient durer quatre jours, pour parvenir à une nouvelle restructuration de la dette argentine et de nouveaux encaissements de fonds frais à hauteur de 10 milliards de dollars. Ces réunions se sont impo-

sées aux deux parties après le constat d'échec d'un précédent accord de restructuration d'une dette de 44 milliards de dollars, conclu en mars 2022 par le gouvernement précédent. Les premières réunions qui devront se prolonger tout le week-end rassembleront les cadres du FMI et ceux du ministère de l'économie et de la Banque centrale. La délégation

du FMI va rencontrer lundi par le chef du cabinet des ministres, Nicolas Posse, et le ministre de l'économie, Luis Caputo. Les deux parties devront définir de nouveaux objectifs d'un éventuel accord de restructuration, après les mesures d'austérité décidées par le gouvernement en vue de réduire le déficit budgétaire à zéro.

Des sources du ministère de l'économie citées par la presse locale, ont avancé que le gouvernement a adopté des mesures d'ajustement des comptes publics plus sévères que celles exigées par le FMI. Le gouvernement tente de décrocher une nouvelle rallonge de 10 milliards de dollars du FMI qui viendront alléger la pression sur les réserves de la Banque centrale.

INTEMPÉRIES À BOUIRA, TIZI OUZOU ET BEJAIA

Plusieurs routes coupées à la circulation

Les intempéries enregistrées dans plusieurs wilayas du nord du pays ont entraîné une interruption du trafic au niveau de plusieurs routes en raison de l'accumulation des neiges, selon un bilan établi samedi par les services de la Gendarmerie nationale (GN). L'accumulation des neiges a ainsi entraîné "la fermeture de la RN 15 reliant les wilayas de Bouira et de Tizi Ouzou, au Col de Tirourda (commune d'Iferhounene), la RN 33 reliant les deux wilayas, au niveau d'Assoul (commune d'Aït Boumahdi), et la RN 30 reliant les deux wilayas, au ni-

veau de Tizi N'Kouilal (commune d'Iboudra-ren)", précise le bilan. Le trafic est également interrompu sur le CW 253 reliant les wilayas de Bejaia et de Tizi Ouzou, au Col de Chellata (commune d'Illiten), le CW 09 reliant Bejaia et Tizi Ouzou, à Icheladhen (commune d'Illoula Oumalou), le CW 251 reliant les deux wilayas, au Col de Chréa (commune d'Aït Zikki), et le CW 128 reliant les communes de Boghni et de Draa Ben Khedda, à Kantidja (commune de Maâtkas). Les services de la Gendarmerie nationale ont en outre enregistré la fermeture de la RN 15 reliant

les wilayas de Bouira et de Tizi Ouzou, au Col de Tirourda (commune d'Aghbalou), la RN 30 reliant les deux wilayas, au niveau de Tizi N'Kouilal (commune de Saharidj), et la RN 33 à Lakoukar (commune de Bechloul) et Tikjda (commune d'El Asnam). Les neiges accumulées ont aussi provoqué la coupure de la RN 26 reliant les wilayas de Bejaia et de Tizi Ouzou, au niveau de la commune de Chellata. Au vu des intempéries enregistrées dans plusieurs régions du pays, les services de la GN invitent les usagers de la route à la prudence et à la vigilance.

LEVÉES DE FONDS DES START-UP AFRICAINES

En baisse de 36% en 2023, à 3,2 milliards \$

Le Kenya, l'Afrique du Sud, l'Egypte et le Nigeria accaparent près de 75% du total des levées de fonds réalisées sur le continent africain en 2023. Les entreprises de fintech restent les start-up les mieux financées. Les levées de fonds réalisées par les start-up opérant en Afrique ont enregistré une baisse de 36% en 2023 pour s'établir à 3,2 milliards de dollars comparativement à 2022 (5 milliards de dollars), selon des données publiées le mercredi 3 janvier

2024 par le cabinet de conseil en économie numérique TechCabal Insights. Ce montant est le plus bas depuis 2020 (2,1 milliards de dollars), a-t-on précisé de même source. Durant l'année écoulée, les levées de fonds ont globalement connu une baisse d'un trimestre à l'autre, passant de 1,2 milliard de dollars au premier trimestre à 877,8 millions de dollars au trimestre suivant, puis à 492,7 au troisième trimestre. Une légère hausse a été cependant enregistrée au quatrième trimestre

(551,2 millions de dollars) comparative-ment au trimestre précédent. La répartition des levées de fonds réalisées par les jeunes pousses africaines en 2023 par sous-région montre que l'Afrique du Nord tient le haut du pavé avec 33,67% du total des financements mobilisés devant l'Afrique de l'Est (26,22%), l'Afrique australe (19,94%), l'Afrique de l'Ouest (17,89%) et l'Afrique centrale (1,92%). A l'instar des précédentes années, quatre pays (le Kenya, l'Afrique du Sud, l'Egypte

et le Nigeria) ont capté la majeure partie des levées de fonds. Surnommés les « Big Four », ils ont accaparé 74,9% du montant total mobilisé par l'ensemble des pays du continent. La ventilation sectorielle des levées de fonds révèle par ailleurs que les start-up opérant dans le domaine de la technologie financière (fintech) restent les mieux financées en Afrique, avec 45% du total des financements récoltés l'an passé.

